



**Richard Harvey, CFP, CLU, CH.F.C.**  
Conseiller financier agréé **888-2517**  
[www.richardpharvey.com](http://www.richardpharvey.com)

# ACADÉMIENNE

Le seul journal de langue française à l'Île-du-Prince-Édouard

SUMMERSIDE (Î.-P.-É.)

26<sup>e</sup> ANNÉE

LE MERCREDI 11 SEPTEMBRE 2002

65 CENTS

(INCLUS  
TPS)

Site  
historique  
La Green  
se prépare

...à lire à la page 3

## La rentrée aux écoles François-Buote et Saint-Augustin

Par **Dominique TRAHAN**

La rentrée des classes s'est effectuée le mercredi 4 septembre dernier à l'école François-Buote. Malgré cela, on a célébré le retour à l'école toute la semaine, avec des activités spéciales organisées jeudi et vendredi. Le thème cette année : l'Afrique! Les activités ne visaient pas seulement les élèves, mais la communauté aussi, puisqu'il s'agissait aussi de la rentrée communautaire.

Judi soir, les jeunes de la garderie et de l'élémentaire ont pu entendre des contes africains racontés par Noël Ayangma. Et vendredi, tous les élèves de l'école, les enfants de la garderie et les élèves de l'école Saint-Augustin, qui se sont joints à la fête, ont eu l'occasion de suivre des ateliers de danse et de musique africaine donnés par le groupe H'SAO, originaire du Tchad, en Afrique. Ensuite, après les cours, des activités spéciales étaient offertes aux enfants qui le désiraient, en activités parascolaires. Il y avait du bricolage, des films, du volleyball, des stations de jeux dans le gymnase et des arts du cirque!

Puis, la communauté était invitée à venir célébrer la rentrée avec les enfants. Un souper communautaire, au profit des élèves de 9<sup>e</sup>, 10<sup>e</sup> et 11<sup>e</sup> année a eu lieu, suivi d'un spectacle du groupe H'SAO.

Mais il n'y a pas que les festivités dans l'air, du moins pour la directrice de François-Buote, Darlene Arsenault. La rentrée scolaire, pour la directrice, signifie régler des problèmes de dernières minutes, s'occuper des imprévus, s'assurer que les horaires soient fonctionnels, et encore d'autres. Comme dans les autres écoles francophones de l'Île, il y a du nouveau, à François-Buote. Des nouveaux professeurs et des nouveaux cours, sans compter les multiples projets qui auront lieu cette année.

Les nouveaux professeurs sont les suivants: Louise Courchesne, qui enseigne les sciences et les mathématiques de la 9<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année, Isabelle Savoie-Jaiemeson, professeure de français de la 9<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année, de nouvelles technologies et d'entrepreneurship, Murielle McDonald, qui enseignera le cours des arts et la musique en 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année, alors qu'Angèle Haché-Rix enseignera la musique en 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année.

Le cours d'arts est nouveau cette année, il s'agit de projets d'art visuel, d'art dramatique et de danse. L'harmonie de l'école viendra s'ajouter aux différentes productions de ce cours. Pour les 7<sup>e</sup> année, ce cours est obligatoire et est à l'horaire à tous les deux jours. En 8<sup>e</sup> et 9<sup>e</sup> année, le cours est au choix, à raison de deux cours à tous les six jours et finalement, il est aussi facultatif pour la 10<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année.

Différents projets sont déjà en branle pour l'année, un des plus gros étant la marche pour la paix. Cette marche aura lieu le 11 octobre, durant la semaine contre l'abus verbal. Il s'agit de la troisième année que cette marche est organisée et elle obtient de plus en plus de succès. L'école François-Buote invite les écoles de la province, anglophones et francophones, à se joindre à elle. L'an dernier, les cinq écoles participantes, avec les élèves tous vêtus en blanc, ont défilé dans les rues de Charlottetown pour ensuite se rejoindre au Quai de la Confédération où plusieurs élèves ont fait des discours, dans leur langue maternelle. Aussi, une journée d'activités spéciales aura lieu le 18 septembre, lors de la journée mondiale de la paix.

Plusieurs activités sur le sujet de la paix auront lieu cette année. C'est un sujet qui tient la directrice Darlene Arsenault à cœur. «Sur l'Île seulement, on fait l'expérience de l'intolérance entre les anglophones et les francophones. Je trouve donc important de sensibiliser les jeunes le plus tôt possible à ce problème» explique-t-elle. Voilà pourquoi elle organise des projets sur la paix et des collaborations avec les autres écoles. Par exemple, un projet d'échange aura lieu avec l'école Charlottetown Rural. Pour un semestre, deux élèves de 11<sup>e</sup> année suivront des cours en français à François-Buote, tous les après-midi pendant un semestre. Puis, au semestre suivant, des élèves de François-Buote se rendront tous les après-midi à Charlottetown Rural pour suivre des cours. Plusieurs autres projets et activités sont déjà en préparation à François-Buote. Voilà une école qui ne chôme pas!

Voir l'article sur l'école Saint-Augustin à la page 7 et aux pages 8 et 9 pour les autres écoles.



On voit des enfants de différentes années ainsi que des adultes essayer de se perfectionner dans les arts du cirque. Au programme, faire tourner des bâtons dans les airs, mettre un yo-yo en équilibre sur une corde et faire tourner une assiette en équilibre sur un bâton!



Debbie Cuffley-Hébert, de l'école Saint-Augustin, parle à Aaron Craswell, Kelvin Gallant et Rowen Gallant. ★

# Dans quel état se trouve la programmation française au Centre des arts de la Confédération?

Par **Jacinthe LAFOREST**

Le 16 août dernier, la ministre du Patrimoine canadien Sheila Copps, a fait un arrêt à Charlottetown pour y annoncer un financement de 885 000 \$ sur trois ans pour le Centre des arts de la Confédération.

«Chaque année, le Centre des arts de la Confédération produit diverses manifestations culturelles et artistiques qui contribuent à la vitalité du secteur culturel de l'Île-du-Prince-Édouard et du Canada. Cet appui financier permettra de présenter des activités artistiques de qualité à un public de plus en plus nombreux», indiquait à ce moment-là la ministre. Le financement octroyé appuiera, dit-on, le CAC dans une période de changement et de revitalisation.

Quelques jours plus tard, LA VOIX ACADIENNE a obtenu une rencontre avec David MacKenzie, directeur général du Centre des arts de la Confédération depuis environ un an pour en apprendre un peu plus sur l'utilisation de ce nouvel argent.

Tout d'abord, la décision de Patrimoine canadien d'accorder des fonds supplémentaires au CAC ne s'est pas faite en un jour. M. MacKenzie explique que l'an dernier, le ministère avait accepté de combler un déficit de 300 000 \$ de fonctionnement du Centre. «Nous avons alors dit à Patrimoine que nous n'étions pas capables de fonctionner sans ce 300 000 \$ supplémentaire annuel. Les gens du ministère nous ont demandé de préparer un plan stratégique afin qu'ils voient comment nous avions l'intention d'orienter notre développement. Nous avons tenu des consultations, nous avons rencontré des individus et des groupes et nous avons produit un document d'un pouce d'épais que nous avons présenté à Patrimoine. Ils ont adoré et nous avons eu le financement».

Le problème dit David MacKenzie, c'est que le Centre était aux prises avec des ressources financières stagnantes, au mieux, tandis que la programmation coûte de plus en plus cher à produire. Le résultat était que le Centre restreignait de plus en plus ses opérations.

Le plan stratégique que Patrimoine canadien a adoré propose d'arrêter ce rétrécissement et d'aborder les choses de façon plus agressive, afin d'augmenter les revenus, les productions, et de varier la programmation.

Sur papier, ce financement, presque 300 000 \$ par année pendant trois ans, ressemble à



David MacKenzie est le directeur général du Centre des arts de la Confédération.

de l'argent nouveau qui peut sur-le-champ être affecté à de nouveaux projets, mais selon David MacKenzie, c'est une fausse perception. «Cet argent est déjà dépensé. Il sert au maintien de ce que nous avons déjà. Mais nous essayons de générer plus de revenus avec ce que nous avons et c'est de cette façon que nous allons réussir à faire plus, éventuellement.»

Depuis le début des années 1990, avec Les belles histoires de Thaddée à Damien, Broue, puis Barchois et Celtitude (maintenant Vishtèn), le Centre des arts de la Confédération a inclus chaque année une production française pendant l'été, en plein cœur de la haute saison, et faisant partie du prestigieux Festival de Charlottetown.

Cette année, pour la première

fois en plus de 10 ans, il n'y a pas eu de spectacle régulier en français pendant les mois de juillet et août. La «saison acadienne», comme on l'a appelée, a commencé ce lundi (9 septembre) avec la première de Barchois, qui sera en vedette sur la scène principale pendant tout le mois de septembre en alternance avec Celtitude (Vishtèn), dont la première est ce vendredi, le 13 septembre.

Bien des gens ont critiqué le fait que le CAC ait décidé d'entasser les groupes acadiens dans la saison d'automne. Interrogé à ce sujet, David MacKenzie affirme que la décision a été purement commerciale. «Nous recevons beaucoup de groupes organisés l'automne et c'est le genre de programmation qu'ils aiment voir. Et puis, cela n'aurait pas beaucoup de sens de mettre Barchois sur la scène principale, pendant l'été, en compétition avec Anne of Green Gables», dit David MacKenzie.

Les spectacles de Celtitude et de Barchois sont évidemment des spectacles en français mais ils ne relèvent pas du secteur de la programmation française qui est dirigé par Monique Lafontaine. Ces deux spectacles font bel et bien partie du Festival de Charlottetown. «L'andernier, c'est moi qui avais fait les contacts avec Celtitude pour les spectacles présentés pendant l'été et c'est aussi mon secteur qui avait assumé la dépense, mais cette année, tout s'est fait sans que je sois consultée», dit Monique Lafontaine.

Mme Lafontaine est directrice de la programmation française depuis cinq ans environ, un poste qu'elle occupe à temps partiel.

Son budget de programmation, qui ne comprend pas son salaire, est environ 10 000 \$ par année. «Cette année, après le spectacle de Lennie Gallant pendant le Festival acadien de Charlottetown en mai et le spectacle de la fête du 15 Août, qui était un spectacle gratuit, sans revenus, il ne me reste pas grand-chose dans mon budget», dit Monique Lafontaine.

Le budget total de fonctionnement annuel du Centre des arts de la Confédération est de 6 millions de dollars environ. David MacKenzie précise que c'est cependant une erreur de comparer 10 000 \$ à 6 millions de dollars. «En toute justice, vous devez dire que le CAC dépense bien plus que 10 000 \$ par année en activité et programmation en français. Tous les programmes, toutes les publications sont produites dans les deux langues officielles, et les spectacles en français du Festival de Charlottetown représentent aussi de grosses dépenses. J'aimerais vraiment donner beaucoup plus à Monique pour ses activités, mais dès maintenant, c'est impossible. Nous espérons qu'avec nos nouveaux efforts, nous allons augmenter les revenus et augmenter nos capacités de production dans tous les domaines. C'est d'ailleurs en grande partie pour travailler à l'augmentation des revenus que nous avons embauché Brenda Gallant à titre de directrice du développement», dit David MacKenzie. Il admet aussi que Monique Lafontaine fait beaucoup avec un petit budget. «Elle a le don de créer des partenariats».



Le groupe Vishtèn (Celtitude), composé de Pastelle LeBlanc, Melissa Gallant, Emmanuelle LeBlanc et Rémi Arsenault, commence une série de spectacles au Centre des arts de la Confédération ce vendredi, 13 septembre. ★

## En général EN BREF

### Errata

Deux erreurs se sont glissées dans nos pages la semaine dernière. En première page, sur la photo, le rôle du pionnier était tenu par Nicholas Arsenault, et non pas Patrick Arsenault. Ensuite, en page 10, la gagnante du concours de tartes aux pommes était Yvonne Cormier et non pas Corinne Cormier. Toutes nos excuses!

### Formation générale des adultes

Le Collège de l'Acadie offre des classes gratuites aux adultes qui désirent s'inscrire en Formation générale des adultes. Pour ceux qui souhaitent finir leurs études secondaires, qui veulent se perfectionner en lecture, en écriture ou en mathématiques, ou qui aimeraient apprendre à utiliser un ordinateur, les cours sont offerts à temps plein ou à temps partiel et débuteront en octobre. Pour des informations ou pour s'inscrire, téléphonez à Colette Aucoin au 854-7277.

### Charlottetown fait le ménage

Le Centre de recherches sur les cultures et les bestiaux d'AAC, à Charlottetown, a lancé un programme national visant à réduire les risques pour l'environnement qui sont associés à l'utilisation de produits chimiques agricoles. L'initiative, parrainée par l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire de Santé Canada, se range du côté d'AAC en tentant de minimiser l'incidence de l'agriculture sur l'environnement. Le programme, qui en est encore à ses débuts, permettra d'étudier les pratiques agricoles courantes en matière de pesticides et d'élaborer des plans pour la réduction des risques liés à la lutte antiparasitaire. Le projet s'insère bien dans les activités du Centre de recherches sur les cultures et les bestiaux puisque le mandat national de ce dernier porte sur la production agricole durable. L'ARLA a plusieurs rôles dont celui d'évaluer les pratiques agricoles en matière de pesticides afin d'en améliorer l'utilisation. ★

## Le Centre de technologie de l'Atlantique ouvre officiellement ses portes!

Par Dominique TRAHAN

Le dimanche 8 septembre dernier a eu lieu l'ouverture officielle du Centre de technologie de l'Atlantique. Ce bâtiment de 130 000 pieds carrés offre une infrastructure-clé pour les secteurs de la technologie et du multimédia à l'Île-du-Prince-Édouard.

Le centre offre des espaces à bureaux ultramodernes, des laboratoires de formation, des laboratoires de recherche spécialisée, un milieu de production multimédia pour l'exécution de projets de télévision et autre, un studio d'enregistrement, une salle de théâtre interactif, des salles d'édition digitale du son et de l'image, un terminal passif et la possibilité de webdiffusion. Bref, un centre d'affaire où différentes entreprises à la fine pointe de la technologie pourront se rencontrer.

Le réseau sophistiqué du Centre de technologie de l'Atlantique offre à ses locataires une gamme complète de services voix-vidéo-données intégrées, comprenant la téléphonie IP (un protocole Internet, langage de base pour communiquer avec Internet) et

l'IP vidéoconférence. Ces deux dernières technologies sont une première pour l'Île-du-Prince-Édouard.

En réunissant des entreprises multimédia de la sorte, on espère attirer des sociétés nouvelles et existantes de technologie et de production multimédia travaillant dans les premiers stades du cycle d'innovation, y compris la recherche appliquée, le développement de solutions et de produits nouveaux, le testage et la précommercialisation.

Plusieurs entreprises ont déjà loué des espaces au Centre. Entre autres, on y retrouvera EDS Canada, DeltaWare Systems, Business Technology Consulting, Trapeze Media de Toronto, Cellar Door Productions, Polar Bear Corporate Training Solutions, Holland College, Paramita Academy of Makeup et Immersion Studios. De plus, la société Seahorse Entertainment a loué de l'espace pour produire une émission de télévision intitulée «The Adventures of the AfterMath Crew», dont le tournage doit commencer la semaine prochaine dans le studio d'enregistrement. Aussi, Holland College offrira



Shawn Murphy, membre du Parlement pour Hillsborough et le premier ministre Pat Binns dévoilent la plaque commémorative du Centre de technologie de l'Atlantique lors de l'ouverture officielle le 8 septembre dernier.

dans ses nouveaux locaux du Centre deux nouveaux programmes pour ses diplômés, le premier appelé «Interactive Multimedia» et «Business Information Systems Development». Des programmes qui

vont de pair avec le Centre de technologie de l'Atlantique.

Selon Pat Binns, présent lors de l'ouverture officielle, le centre serait un des plus avancés au pays et permettra aux secteurs de la technologie et de la production

multimédia de l'Île d'avoir accès à l'infrastructure dont ils ont besoin pour rester concurrentiel mondialement, en plus de créer de nouveaux emplois et de nouvelles possibilités d'avenir pour les gens d'ici.★

## Le site historique La Green se prépare tranquillement à son ouverture prévue pour le mois d'octobre

Par Dominique TRAHAN

Le site historique La Green se prépare à accueillir le public! En effet, les constructions et aménagements ont commencé à la fin du mois de juin à Tignish, et devraient être terminés au début d'octobre. Ce site est en fait l'endroit où les huit familles fondatrices de Tignish se sont établies, en 1799. Elles étaient arrivées de la baie de Malpèque.

«On est présentement à la phase 3, qui est le travail sur le terrain. Ensuite, on enchaînera avec la phase 4, qui est la promotion et la programmation» explique Alméda Thibodeau, du comité organisateur. La phase 1 du projet était l'étape de la recherche, de l'identification du terrain et des fouilles archéologiques alors que la phase 2 consistait à obtenir le terrain, à le protéger et à incorporer le comité organisateur. Maintenant que les travaux sont bien en chemin, que certains des panneaux d'identification sont installés, le site historique de La Green commence à prendre une bien belle forme.

«Il y a un sentier qui mène au site de l'ancienne chapelle de 1801 et qui se poursuit jusqu'à l'ancien cimetière» continue Madame Thibodeau. «Le deux-



Certains des panneaux d'information sont déjà installés à travers le site, comme celui-ci, qui se trouve sur le lieu de naissance de l'abbé Sylvain-Éphrem Poirier.

ième sentier se rend au pont d'observation. De là, on peut voir l'anse de la rivière de Tignish, l'usine de pêche en face, qui est en fait la première usine coopérative au pays, et ainsi de suite. Le troisième sentier mène aux campements originaux des familles fondatrices dès leur arrivée.»

Parmi les différentes choses se

trouvant sur le site, on retrouve le lieu de naissance de l'abbé Sylvain-Éphrem Poirier, le premier prêtre acadien à être ordonné sur l'Île et fils de Pierre Poirier, un des fondateurs de Tignish.

Il y aura aussi le centre d'interprétation, sous le belvédère, où on pourra consulter différents panneaux d'infor-

mation, d'interprétation et d'orientation. Sur le même terrain se trouvera aussi un amphithéâtre où se tiendra des spectacles à l'occasion, mais aussi des reconstitutions de l'arrivée des huit familles pionnières de Tignish. «Parfois ce sera Georges Chiasson qui nous expliquera comment il avait construit sa première maison, d'autres fois on

écouterà Grégoire Bernard nous parler de son arrivée, ou Pierre Poirier raconter la construction de la chapelle» confie Amélda Thibodeau. En plus de ces représentations, des tours guidés seront offerts au public, quoique celui-ci puisse fort bien décider de se guider lui-même, aidé des nombreux panneaux à sa disposition.

Parmi les autres particularités du site, on retrouvera 3 murailles, des reproductions de trois peintures de Thérèse d'Amour. Une des peintures représente l'arrivée des Acadiens à Tignish, la deuxième le campement une fois installé et la troisième une soirée d'ambiance, autour d'un feu de camp.

«On veut ouvrir le site à la communauté, comme aux touristes. À la fin septembre, on tient toujours une cérémonie pour commémorer l'arrivée des huit familles, qui étaient arrivées à Tignish au mois d'octobre, après les récoltes. Cette année, on tiendra la cérémonie dans le site aménagé» témoigne Madame Thibodeau.

En attendant la fin des travaux, les gens peuvent déjà consulter quelques panneaux d'informations déjà installés. Comme par exemple le panneau indiquant le lieu de naissance de l'abbé Sylvain-Éphrem Poirier. ★

# ÉDITORIAL

## À 8 h 48, le 11 septembre 2001...

Depuis mon enfance, j'ai souvent entendu des adultes parler d'un événement marquant de l'actualité en disant « je vais toujours me rappeler où j'étais et ce que je faisais quand j'ai appris que John F. Kennedy est mort ». Pour certains c'était JFK. Pour d'autres c'était Elvis. Ou Marilyn Monroe. Et jusqu'à l'an passé, aucun événement ne m'avait assez marquée pour que je me rappelle ce que je faisais exactement quand c'est arrivé. Cela a changé le 11 septembre dernier, un peu avant 9 heures du matin.

J'arrivais tout juste en face de mon lieu de travail, j'étais dans mon auto et je venais de me stationner. J'avais la main sur ma clé, prête à couper le contact quand l'animateur de radio a annoncé qu'à 8 h 48, un avion s'était écrasé dans une tour du World Trade Center. Je suis restée dans mon auto pour écouter la nouvelle. Je me rappelle m'être dit qu'avec le nombre de personnes qui travaille dans cette tour, il devait y avoir beaucoup de victimes. J'ai coupé le contact et je suis entrée. En arrivant, j'ai demandé aux gens autour de moi s'ils avaient entendu la nouvelle de l'accident d'avion. Je venais d'ouvrir mon ordinateur quand un des téléphones a sonné. Celui de Frédéric. Il raccroche et dit tout haut « c'est pas un accident au World Trade Center, c'est une attaque. Il y a un autre avion qui vient de s'écraser dans l'autre tour! ». Tout le monde a cessé de parler et on s'est tous regardé. On a tous essayé d'aller voir les nouvelles sur Internet, mais tous les sites de nouvelles étaient tellement sollicités qu'on ne pouvait pas y accéder. Finalement, mon patron Sébastien nous dit tout haut qu'il a réussi à télécharger un reportage. On a tous couru vers son ordinateur et il a appuyé sur un bouton pour lancer le reportage. On a tous regardé, sans dire un mot, le deuxième avion s'écraser. Je me rappelle avoir eu un frisson dans le dos. À partir de ce moment-là, plus personne n'a réussi à travailler de la journée. Personne n'était capable de se concentrer. Quelqu'un a ouvert une radio. On a essayé d'aller sur les sites de nouvelles. Chaque fois qu'on en apprenait plus, on le disait aux autres. Et c'était de pire en pire. La femme de mon patron a téléphoné pour nous dire qu'un avion venait de s'écraser sur le Pentagone. Ensuite on a reçu la nouvelle qu'un avion venait de s'écraser en

Pennsylvanie. Mon Dieu, mais ça va s'arrêter où? Quand? À ce moment-là, personne ne se sentait en sécurité. À Montréal, les plus hauts édifices à bureaux ont été évacués.

Je vais toujours me rappeler en détails comment cette journée s'est déroulée. Après le choc des événements, c'était le choc de savoir que des gens sur terre étaient capables de planifier un tel carnage et de se réjouir du nombre élevé de morts. Comment est-ce qu'une situation a pu en arriver là? À cause de la colère? De la haine? De l'intolérance? Du racisme?

Quelqu'un que je connais depuis des années est raciste. Tellement souvent je l'ai entendu dire que « les maudits juifs, c'est tous des cheaps » et « les noirs sont tous criminels » et plus encore. Et son jeune fils le voit faire et l'entend. Et éventuellement, il répète ce que son père dit. La première fois que je l'ai vu, à l'âge de cinq ans, montrer du doigt un petit garçon noir dans la rue et dire qu'il devrait retourner chez lui en Afrique, les bras m'ont pratiquement tombé. Cet enfant-là, avant même d'être capable de comprendre quoi que ce soit par lui-même, a appris le racisme.

Il faut apprendre aux enfants la tolérance. Il faut leur apprendre à accepter ceux qui sont différents de nous. Il ne faut pas avoir peur de la différence. Chaque personne est différente et chacune apporte quelque chose de nouveau. C'est la même chose pour les différentes cultures et religions. Parce que les gens ailleurs ne vivent pas comme nous et ne croient pas aux mêmes choses ne fait pas d'eux des mauvaises personnes. Au lieu d'avoir peur de la différence, il faut être curieux. Apprendre à les connaître. Mais surtout, apprendre à accepter et à respecter.

Aujourd'hui même on célèbre le premier anniversaire des événements tragiques du 11 septembre. La meilleure façon d'honorer les victimes de ces attaques est de décider d'enseigner à nos enfants la tolérance, mais surtout, le respect. Afin d'éviter que des événements pareils n'arrivent encore. On peut chacun faire quelque chose à notre façon. Ça commence par le respect d'autrui. ★

Dominique Trahan

**La Voix**  
ACADIENNE

5, Ave Maris Stella,  
Summerside (I.-P.-É.) C1N 6M9

Tél. : (902) 436-6005  
Télec. : (902) 888-3976

Directrice générale :  
MARCIA ENMAN

Comptabilité, préposée  
aux abonnements  
et à la photocomposition :  
GHISLAINE BERNARD

Rédactrice :  
JACINTHE LAFOREST

Journaliste :  
DOMINIQUE TRAHAN

Préposée au montage :  
ANNIE LALLEMAND

Réviseur :  
DAVID LE GALLANT

Site Web :  
<http://www.teleco.org/voix>

Courriers électroniques:  
pub@lavoixacadienne.com  
texte@lavoixacadienne.com  
marcia.enman@lavoixacadienne.com

**OPSCOM**

est notre agence nationale  
au 1-800-20PSCOM

**APF** Fondation  
Donation  
Frémont, Inc

membre

**A**

Audit Bureau of Circulations

ISSN 1195-5066

## LETTRES À LA RÉDACTRICE

### Pas d'offre active et le syndrome du chien battu au Centre fiscal de S'side !

J'arrive du Centre fiscal de Summerside où je me suis mis à parler ma langue officielle dès mon arrivée à la réception. Un monsieur sachant bien ce que je voulais se mit à parler sa langue officielle, me fit signer mon nom dans son gros livre et continua à me parler sa langue officielle jusqu'au moment où il me présente des instructions écrites uniquement en anglais. Étant Acadien de langue française, c'est mon devoir de refuser cela de la part du gouvernement fédéral de mon pays. Enfin il téléphone pour de l'aide non pas pour moi mais parce qu'il ne sait plus quoi faire face à mon refus ! Tout ce temps-là sans l'offre

active dans la langue de mon pays. Bravo pour le Centre fiscal !

Une employée acadienne me vient en aide, en tout cas c'est ce que j'aurais cru. Elle commence par justifier le monsieur du système disant qu'à l'heure du midi il n'y a pas toujours un service bilingue à la réception. J'en conclu que pour se faire servir en français à la réception, il faut venir à des heures qui ne dérangent pas le confort de ceux et celles qui font partie du système au Centre fiscal !

Quant au formulaire d'instructions, notre Acadienne justifie son employeur en disant qu'ils n'ont pas eu le temps de le tra-

duire pour moi, comme si le service en français n'était que pour un seul client de temps en temps. Cette situation est ce qu'on appelle le « syndrome du chien battu », super expression pour expliquer le raisonnement de ceux et celles qui justifient opter pour l'anglais alors qu'on est francophone, qui annoncent leur compagnie ou leur commerce tout en anglais avec au bas les mots « service bilingue ici » et ceux et celles qui s'excusent de parler français avec « for those who do not speak French, here is what I said.... ».

Le Centre fiscal vient encore une fois violer l'esprit et la lettre du bilinguisme officielle au

Canada à moins que les langues officielles ne soient là que pour servir et mettre au confort leurs travailleurs et leurs travailleuses d'abord et ensuite peut-être éventuellement faire l'offre active au public pourvu que ça ne soit pas sur l'heure du midi.

On peut se demander quel dinosaure de la fonction publique s'arrange pour n'avoir que des unilingues anglophones à la réception du Centre fiscal, formulaires et tout. Il n'y a que les murs qui soient bilingues. Si seulement, il pouvaient parler eux... ★

David Le Gallant,  
Acadie de l'Île

### Mauvais traitement au Fisherman's Wharf à Rustico-Nord

Madame la rédactrice,

J'ai commencé le 29 août une randonnée en Acadie avec mon ami de France, Thierry Russeau, du Poitou, pays de la plupart des ancêtres des Acadiens. Nous nous sommes d'abord *braqués* sur la province de l'Île-du-Prince-Édouard dans la belle région acadienne appelée la région Évangéline. On a aussi fait un tour à la maison d'Anne aux pignons verts où les guides nous

accueillaient en français ce qui a fait grand plaisir à notre cousin français. Mais une p'tite surprise nous *d'jétait*. Au restaurant Fisherman's Wharf à Rustico-Nord, l'accueil fut uniquement en anglais sans offre active et même de façon effrontée et *épiardée* justement parce qu'on voulait un service en français. Est-ce que les Acadiens de Rustico sont encore cachés dans les bois ? L'homme à l'accueil nous pointa en direction

de l'annonce des plats du jour à l'entrée du Fisherman's Wharf et en fit une lecture à haute voix en anglais, visiblement enragé de notre demande d'un service en français. Donc, nous sommes sortis bien déçus. Pas loin de là, nous avons pu trouver un joli restaurant, le « Blue Mussel » où deux serveuses étaient pas seulement bilingues mais aussi très avenantes.

Avant de continuer notre

voyage en Acadie, je me suis promis de faire une p'tite réflexion pour le monde de l'Île : essayez beaucoup fort de préserver votre langue et votre culture acadienne.

La Déportation se sera pas finie avant que nous ayons un service bilingue adéquat sur toutes les anciennes terres acadiennes. ★

Danny à Marc à Alexandre LeBlanc  
Concessions, Baie-Ste-Marie  
Nouvelle-Écosse

# Un partenariat, un secrétariat et une initiative : Une structure complexe au service de la ruralité au Canada

Par **Jacinthe LAFOREST**

Au tout début du mois d'avril 2002, se tenait à Charlottetown la deuxième conférence rurale nationale. Plus de 450 Canadiens ruraux y sont venus pour, entre autres, mettre en commun des idées et établir des stratégies afin de sauvegarder la ruralité et lui redonner ses lettres de noblesse.

Lors de cette conférence de trois jours, le secrétaire d'État pour le développement rural, Andy Mitchell, a fait le lancement de l'Initiative de développement rural, dotée d'un budget de 2,8 millions de dollars. Ce budget doit servir à la réalisation de projets communautaires visant à améliorer la qualité de vie des Canadiens vivant en milieu rural.

L'Initiative de développement rural, et le budget de 2,8 millions de dollars qui y est rattaché, sont en vigueur pendant un an et les requérants ont jusqu'au 31 octobre 2002 pour soumettre des demandes.

L'Initiative de développement rural est l'un des programmes du Partenariat rural canadien, créé pour assurer que les Canadiens qui vivent en milieu rural aient accès à la même qualité de services gouvernementaux fédéraux que les Canadiens qui vivent en milieu urbain. Le Partenariat rural canadien est doté d'un plan d'action qui comporte 11 domaines prioritaires. L'Initiative de développement rural vise le domaine prioritaire n° 4 qui est de «renforcer les possibilités de mise en valeur du potentiel des collectivités rurales, le développement du leadership et le perfectionnement des compétences».

Le Partenariat rural canadien fonctionne grâce à un Secrétariat rural, qui a des employés partout

au Canada, dans chaque province et territoire. À l'Île-du-Prince-Édouard, cet employé, c'est Robert Maddix, qui est en poste depuis le 22 mai à titre de conseiller régional. «Notre travail au Secrétariat, c'est de nous assurer que les ministères au fédéral soient au courant des tendances en milieu rural, que leurs programmes soient bien adaptés aux communautés rurales, car les gens qui vivent en milieu rural ont droit à autant de services que ceux des villes». C'est l'idée de la «lentille rurale», dont parlait la sous-ministre déléguée au Secrétariat rural canadien, Diane Vincent, lors de son passage à Charlottetown en avril 2002. On pourrait aussi dire que c'est une forme d'interministériel qui vise le développement des collectivités rurales au lieu de viser le développement des collectivités de langues officielles.

Parmi ses tâches, Robert Maddix gère l'Initiative de développement rural, qui prendra fin le 31 mars 2003. «Nous avons cinq ou six organismes qui ont fait des demandes de financement. La Fédération des parents de l'Île a présenté un projet pour son programme de garderies en région; la ville de Summerside, qui est considérée comme une municipalité rurale, a aussi présenté des demandes...c'est très varié. Le financement n'a pas encore été accordé. Nous avons mis sur pied un comité d'études des demandes : Jean-Paul Arsenault en fait partie», précise Robert Maddix.

Dans chaque province et territoire canadien, on a aussi mis sur pied ce qu'on appelle une «équipe rurale». À l'Île, l'équipe rurale compte des représentants d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, de Développement des



Robert Maddix.

ressources humaines, de l'APECA (ministère de l'Industrie), on a aussi Anciens Combattants et Condition féminine. On tente d'intégrer le ministère fédéral de la Justice. La province est aussi représentée, par l'entremise du Bureau de développement communautaire, qui a des agents dans plusieurs régions de l'île.

Robert Maddix avoue que le travail avance lentement. «On commence juste. L'équipe rurale vient juste de produire son plan d'action», dit M. Maddix. Parmi les actions proposées, on trouve la tenue de «Forum-dialogue» dans chacun des comtés de l'Île, pour voir les gens, leur parler, et voir ce qui les préoccupe. Également, on

va établir le «profil rural de l'Île», en se basant sur une liste d'indicateurs, comme la santé, l'éducation, l'économie, les jeunes, l'environnement, etc. «Chaque province et territoire aura son profil. Ici à l'Île, nous avons déjà beaucoup de données recueillies. Ce qu'il nous reste à faire, c'est une analyse pour dégager les tendances. Nous devons éventuellement décider de ce que nous allons faire avec ce profil et qui pourra l'utiliser.» Robert Maddix croit que l'information et les données compilées pourraient être utiles à bien des planificateurs.

Comme on l'a laissé entendre plus tôt, la mise en place des

infrastructures permettant d'appliquer systématiquement «la lentille rurale» sur tous les programmes gouvernementaux se met lentement en place et l'Île n'est pas en retard dans ses progrès. À la grandeur du Canada, on cherche les meilleures méthodes, les meilleures formes de partenariat. «On fait des essais dans plusieurs provinces. Ici à l'Île, nous avons signé une entente pilote avec le Conseil fédéral, qui est formé des plus hauts fonctionnaires fédéraux de chacun des ministères présents à l'Île. En vertu de cette entente, nous siégeons à leur conseil et ils ont un représentant au sein de l'équipe rurale. Nous pensons que c'est une bonne façon de garder le contact et de sensibiliser les hauts fonctionnaires à l'importance d'appliquer la fameuse lentille rurale. Ce sera évalué à la fin de l'année, si cela a fonctionné comme on pensait et si c'est un modèle qui pourrait être appliqué ailleurs au Canada, puisqu'il y a un Conseil fédéral dans chaque province et territoire», dit Robert Maddix.

À l'Île, l'équipe rurale ne compte que des fonctionnaires : les communautés rurales ne sont pas directement représentées. Par contre, on tente présentement l'expérience en Nouvelle-Écosse et il se pourrait que l'idée soit jugée profitable pour l'ensemble du Canada.

Pour en savoir plus sur le Partenariat rural canadien, sur les enjeux du développement rural au Canada, ou sur l'Initiative de développement rural et la façon d'y soumettre une demande de financement, faites le [www.rural.gc.ca](http://www.rural.gc.ca), composez sans frais le 1-877-295-7160 ou encore, communiquez avec Robert Maddix au 566-7210. ★

## Nouvelle bourse d'études établie au Collège vétérinaire de l'Atlantique



Une nouvelle bourse d'études vient d'être établie au Collège de médecine vétérinaire de l'Atlantique, Université de l'Île-du-Prince-Édouard, par Jacqueline Gallant du Laboratoire Gallant Custom, de Cambridge Ontario. La bourse sera présentée à un.e étudiant.e de premier cycle qui poursuit des études en immunologie. Le Laboratoire Gallant Custom a sept employés et est spécialisé dans la fabrication de vaccins autogènes pour animaux. Les vaccins Gallant sont utilisés dans toutes les provinces canadiennes excepté Terre-Neuve-et-Labrador. La compagnie a aussi des clients aux États-Unis, en France et en Italie. La bourse sera remise à un étudiant pendant une réception qui aura lieu au collège, le 3 octobre prochain.

Jacqueline a aussi établi une bourse semblable au Collège de médecine vétérinaire de l'Ontario, Université de Guelph. La compagnie de vaccin Gallant a des liens avec les Acadiens de l'Île-du-Prince-Édouard. Le mari de Jacqueline, Adrien Gallant, est originaire de Mont-Carmel. Le couple a également établi une bourse étudiante auprès de la Société Saint-Thomas-d'Aquin.

Sur la photo, de gauche à droite on aperçoit le Dr Tim Ogilvie, DVM, doyen du collège de médecine vétérinaire de l'Atlantique, Jacqueline Gallant, présidente du Laboratoire Gallant Custom et Dre Shelly Burton, DVM, professeure au collège AVC. ★

# Les programmes de Musicaction maintenant plus accessibles

Par Dominique TRAHAN

Un représentant de Musicaction était de passage à Charlottetown le jeudi 29 août dernier, afin de venir présenter les nouveaux programmes de soutien financier à l'enregistrement sonore.

Musicaction offre deux programmes, et différents volets. Le premier programme se nomme «Nouvelles œuvres musicales» et se divise en quatre volets qui sont production d'un album, la commercialisation, le démarchage et le soutien à l'émergence. L'autre programme s'appelle «Initiatives collectives» et son but est de stimuler le développement de l'industrie

canadienne en soutenant la présence des artistes à différents événements tels des remises de prix, des foires commerciales, des colloques, des activités de perfectionnement, etc.

Le volet production d'un album est destiné au financement d'un album et s'adresse aux producteurs et aux artistes. En tout, le prêt d'aide financière accordée peut atteindre, selon les cas, 50 000 \$. Le volet commercialisation vise la commercialisation d'un album par un soutien à la production d'un vidéoclip, aux activités de promotion et aux événements scéniques. Cette fois encore, le prêt peut atteindre 50 000 \$. Le volet démarchage

visé la participation, sur la scène nationale et internationale, à des foires commerciales ou des rencontres privées dans le but d'obtenir un contrat de commercialisation d'un album. L'aide financière peut atteindre un montant de 13 500 \$. Et dans le cas du volet soutien à l'émergence, le but est de financer la production d'une maquette pour les artistes en début de carrières. Il s'agit d'une bourse pouvant atteindre 9 000 \$, à raison de 3 000 \$ par activité de production, de promotion et de prestation scénique ou de perfectionnement. Ce volet permet aux nouveaux artistes de créer un démo de qualité.

Un des changements majeurs aux programmes de Musicaction cette année est l'approbation des projets. Auparavant, pour que la demande de production d'un album d'un artiste soit approuvée, le projet devait passer devant un jury. Ce jury était composé de deux personnes de Montréal et d'une personne d'hors Québec, et le projet devait obtenir deux votes sur trois. Maintenant, il n'y a qu'un jury hors Québec pour juger les projets. Les marchés de Montréal et des Maritimes diffèrent beaucoup, et avec cette nouvelle façon de faire, les projets hors Québec verront leur chance d'être approuvés grandement augmentée. Vous pouvez consulter le site web de Musicaction <http://www.musicaction.com> pour plus de renseignements sur les projets.



À droite, Yvan Whittom, consultant Musicaction responsable des projets hors Québec est venu informer les gens des changements apportés aux différents programmes de Musicaction. Grâce aux changements apportés, il devrait maintenant être beaucoup plus facile pour les artistes des Maritimes d'obtenir de l'aide financière de Musicaction. Pour Gary Gallant (à droite), artiste bien connu de la région Évangéline, ces changements pourraient faire une grande différence, alors qu'il prépare présentement son premier album. ★

## La mort de «Ti-Blanc»

Une de mes filles a un chien.  
Le chien est gros mais pas vilain.  
Parfois, si elle doit voyager  
Elle nous demande de le garder.  
Un jour qu'il est dans mon jardin  
J'ai vu qu'il avait un lapin.  
Je me suis braqué par dehors  
Mais l'lapin était déjà mort.  
C'était une jolie bête choyée  
Que mon voisin avait élevée.  
Je crois qu'il s'était échappé  
Et que notre gros chien l'a tué.  
J'ne voulais point dire au voisin  
Que le coupable était mon chien.  
Je prends le cadavre et le lave  
Et je le remets dans sa cage.  
Alors mon voisin va penser  
Qu'il est simplement décédé.  
Trois jours plus tard, dans mon jardin,  
Je vois s'approcher mon voisin.  
Et me dit que «Ti-Blanc» est mort.  
Puis qu'ils l'ont enterré dehors.  
Il est mort d'une apoplexie  
Donc sans douleur ni agonie.  
Une chose curieuse qu'il comprend pas,  
Quelques jours après son trépas  
Quelqu'un est venu le déterrer,  
« Ils l'ont frotté et bien lavé,  
Puis ils l'ont remis dans sa cage.  
Imagine-toi un tel outrage ! »  
Je n'ai pas eu même le courage  
D'admettre que c'était moi l'coupable.

Léonce Gallant

## «Le Vent Bohème» de Lennie Gallant sera en magasin le 1<sup>er</sup> octobre

(J.L.) Originaire de l'Île-du-Prince-Édouard et de descendance acadienne, Lennie Gallant prend maintenant d'assaut le marché francophone. Il démarre pour la première fois dans sa langue maternelle avec son album «Le Vent Bohème». Le premier extrait de ce disque «Champs de mines» tourne déjà sur plusieurs radios, incluant Radio-Canada.

Lennie Gallant connaît un grand succès à travers le Canada avec ses cinq albums anglophones et est déjà reconnu comme étant l'un des compositeurs importants au pays. Lennie Gallant, affectueusement surnommé «l'enfant chéri de Rustico» a d'ailleurs co-écrit la chanson thème du Congrès Mondial Acadien «Acadie de nos cœurs».

En 2001, il a remporté trois titres aux East Coast Music Awards : artiste de l'année, album de l'année et «Roots Artist» pour son album «live». Mis en nomination pour deux prix Juno, Lennie Gallant partage ses énergies entre la création de musique et la conservation du patrimoine



canadien. Depuis 2001, il fait parti du conseil d'administration de l'Association des auteurs-compositeurs canadiens. En 1983 il a fondé une association qui a pour but de protéger l'esprit créatif et l'environnement dans lesquels se produisent les auteurs-compositeurs du Canada. Cette association compte plus de 1 000 membres actifs.

Amoureux de la mer, Lennie passe la grande majorité de ses temps libres à bord d'un voilier. Lorsqu'il en a la chance, il participe à des courses et rencontre une panoplie de gens qui chatouillent son esprit créatif. Jimmy Buffet, un voisin du sud et le père de *Cheeseburger in Paradise*, a enre-

gistré une chanson de Lennie Gallant qui a paru sur son plus récent album *Mademoiselle Voulez-Vous Danser ?*

Cette marque de confiance a prouvé que le talent de Lennie Gallant ne connaît aucune frontière. L'eau étant une grande source d'inspiration, son esprit vif et son sens de l'aventure se traduisent en aubades propres aux Maritimes. Son nouvel album est né de sa collaboration avec Davy Gallant, et Gilles Tessier. Produit au studio Dogger Pond à Drummondville, «Le Vent Bohème», en magasin le 1<sup>er</sup> octobre, nous fera goûter à un délice acadien.

Depuis quelques mois, Lennie Gallant présente les chansons de son nouvel album sur scène, ici à l'Île. Il en a chanté plusieurs au Centre des arts de la Confédération en mai dernier, à l'occasion du Festival acadien de Charlottetown, et de nouveau au Rendez-Vous Rustico, en juillet. Partout, les commentaires sont très positifs et les gens ont hâte de se procurer le disque au complet. ★

## La «famille à Irène» se réunit pour le 100<sup>e</sup> anniversaire de l'Exposition agricole

Par **Jacinthe LAFOREST**

On l'a dit et redit, il y avait beaucoup de monde en fin de semaine. Plusieurs familles ont profité de l'occasion pour se réunir, pour célébrer en famille ce grand événement. Parmi ces familles, il y avait celle d'Irène Arsenault de Saint-Chrysostome, qui était entourée de ses 15 enfants vivants. Le calcul se fait comme suit : Irène et son défunt mari, Théodore P. Arsenault, ont eu 18 enfants. Quatre sont décédés en bas âge et une a été adoptée, pour un total de 15.

C'est d'un commun accord qu'ils ont décidé de faire partie de la parade de dimanche après-midi, pour souligner le 100<sup>e</sup> anniversaire de l'Exposition agricole et LA VOIX ACADIENNE les a rencontrés alors qu'ils préparaient le char allégorique. «Ce n'est pas souvent qu'on se réunit tous ensemble. On fait une réunion de famille tous les cinq ans, avec tous les enfants, les petits-enfants et les arrière-petits-enfants. La dernière a eu lieu il y a deux ans, lorsque notre mère avait 85 ans»,

explique Diane Richard de Mont-Carmel.

Irène est aujourd'hui âgée de 87 ans et elle rayonnait, entourée de tous ses enfants. Depuis qu'elle est en âge de le faire, elle a toujours participé aux compétitions d'artisanat à l'Exposition agricole. «Cette année, j'ai quatre chandails et j'ai gagné le premier prix pour les quatre. J'ai aussi gagné pour mon afghan». Vous l'aurez compris, Irène est une grande tricoteuse. «J'ai réussi à convaincre ma fille Yvonne de mettre ses tricots aussi et cette année, elle a gagné le premier prix pour ses bas acadiens», raconte la doyenne.

Pendant leur séjour à l'île, les membres de la famille ne vivent pas tous chez leur mère, mais ils viennent manger et veiller. «Ça donne de la joie de les avoir tous ici», dit Irène.

La famille compte au moins 45 petits-enfants, dont huit son l'œuvre de Théona, et au moins 30 petits-enfants. Et chacun d'entre eux ont au moins un chandail tricoté par Mémé.

Sur le char allégorique, personne n'était inactif. Les vieux métiers

étaient représentés. Il y avait bien sur le tricot ou brochage, le piquage de couverture, on y jouait

au bridge, on y lavait du linge dans une ancienne baille à laver, à l'aide d'une planche à laver. On

y faisait aussi de la couture et quelques «enfants» jouaient aussi au jeu du bouton.



Pas facile de placer 15 personnes sur un char allégorique pour une prise de photo, mais voici le résultat, après plusieurs essais. De gauche à droite on voit Eva (Montréal, Qc), Yvonne (Abram-Village), Dorothy (Saint-Eusèbe, Qc), Sr Juliette (Sherbrooke, Qc), Diane (Mont-Carmel), Aurelle (Wellington), André (St. Stephen, N.-B.), Stella (Dieppe, N.-B.), Théona (St. Stephen, N.-B.), Peter (Abram-Village), Sylvère (St-Chrysostome), Zénon (Abram-Village), et Jean-Paul (St-Chrysostome). Au premier rang, on voit Ella (Woodland, Maine, É.-U.), Irène, la mère, et Gérard (Laval, Qc). ★

## L'école Saint-Augustin attire 6 élèves de plus cette année

Par **Dominique TRAHAN**

Cette année, 18 élèves fréquentent les bancs de l'école Saint-Augustin, à Rustico-Sud. C'est 6 élèves de plus que l'an dernier. Les professeures Debbie Cuffley-Hébert et Nathalie Bourque-Mol sont prêtes à enseigner le français aux nouveaux, ainsi que les mathématiques, les sciences, etc.

Vu le nombre d'étudiants, l'école ne nécessite pas encore un directeur ou une directrice à temps plein. C'est donc Darlene Arsenault, qui est aussi à la tête de la direction à l'école François-Buote de Charlottetown, qui dirige l'école Saint-Augustin. Elle y passe environ une journée par semaine. Nathalie Bourque-Mol, enseignante de 1<sup>re</sup> année, agit aussi en tant que directrice-adjointe. Le reste du personnel de Saint-Augustin comprend Debbie Cuffley-Hébert, professeure de 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> année, Angèle Haché-Rix, enseignante de musique et Johanne Cathcart, professeure d'éducation physique.

«Souvent, les enfants n'ont qu'un parent qui parle français, ou des grand-parents. Quand ils arrivent en première année, dépendamment s'ils ont fait leur maternelle en français ou non, certains d'entre eux arrivent en 1<sup>re</sup> année sans parler français. Nous en avons deux cette année. Mais ils n'ont

généralement aucun problème, ils apprennent très vite. En deux ou trois mois, ils se débrouillent très bien» confie la directrice-adjointe.

Afin d'impliquer la communauté, les projets de l'école Saint-Augustin s'orientent vers une participation active de la communauté. L'an dernier, les élèves avaient participé à la maison hantée d'un habitant de Rustico, à l'Halloween, un projet qui avait été un énorme succès et qu'on espère recommencer cette année. «Un autre projet qu'on essaie d'organiser est d'inviter des grands-parents des élèves à venir faire de la lecture aux élèves. De cette façon, on fait la promotion du français dans la communauté et on implique les gens de la communauté» explique Nathalie Bourque-Mol. «On espère commencer ce projet aux alentours du mois d'octobre. Plusieurs autres événements et projets auront lieu, mais nous sommes présentement dans l'étape de la planification. Il y aura d'autres visites à l'école François-Buote (l'école Saint-Augustin s'était rendue à Charlottetown vendredi dernier pour se joindre aux activités de la rentrée avec les élèves de François-Buote) et plus encore» raconte-t-elle, l'école Saint-Augustin entame sa troisième année d'existence et attend encore que sa permanence soit annoncée par le gouvernement prochainement. ★

## DESTINATIONS PME

### Le développement économique dans nos communautés

#### Yves Doyon a su passer de la scène à l'arrière-scène

L'entreprise de gestion d'événements Groupe GDM, située dans le Grand Sudbury, a triplé son chiffre d'affaires au cours du premier trimestre de 2002. Le président et fondateur de la compagnie, Yves Doyon, attribue le succès du Groupe GDM à son équipe motivée et dynamique qui se soucie des moindres détails pour satisfaire les clients.

« Je me suis entouré d'une équipe motivée avec une énergie incroyable qui voit à tout pour organiser les événements », dit-il. Après les quatre premiers mois de 2002, GDM avait enregistré 66 % des revenus de toute l'année 2001.

L'équipe de GDM, composée de cinq employés, planifie et coordonne des activités telles que des conférences, des assemblées, des cérémonies, des lancements de produits, des spectacles et des festivals. « En tout temps, nous coordonnons une dizaine de projets simultanément. Nous sommes très occupés », explique Yves Doyon.

Âgé de 28 ans, le jeune entrepreneur a lancé le Groupe GDM en février 2000. « Il n'y a pas d'autre entreprise du genre dans le nord de l'Ontario qui offre des services complets et surtout bilingues », assure-t-il.

L'avenir de GDM s'annonce bien, selon lui. « On prend beaucoup d'ampleur et si tout va bien dans les prochaines années, nous voulons instaurer une succursale à Ottawa. Mais la maison-mère demeurera à Sudbury. Il y a beaucoup de potentiel ici avec le tourisme, le développement économique et la culture ».

Le Groupe GDM s'est impliqué dans la coordination et la promotion de plusieurs événements, dont le Salon du vin de Sudbury, les Rendez-vous de la francophonie et la Nuit sur l'étang.

L'idée de lancer cette entreprise vient de loin. Fils d'un agent d'immigration, M. Doyon a déménagé à plusieurs reprises pendant son enfance. Il a vécu en de nombreux endroits en Ontario et il a même séjourné en Angleterre. « J'ai déménagé tellement souvent dans ma vie que je devais m'adapter rapidement. À chaque endroit, je devais me faire de nouveaux amis. Cela m'a appris à mieux communiquer et surtout à être moins gêné », raconte-t-il.

Son expérience comme auteur-compositeur et interprète au sein du groupe de musique franco-ontarien En Bref lui a aussi permis de développer son sens de l'organisation. « Nous avons fait près de 500 spectacles partout au Canada et c'était moi qui avait la tâche d'organiser la tournée. Cela m'a permis de connaître le souci du détail et surtout le domaine du spectacle », dit M. Doyon.



Agence de promotion économique du Canada atlantique

Atlantic Canada Opportunities Agency



Le Réseau francophone d'Amérique



Association de la presse francophone

- Projet en collaboration avec le RFA
- Projet financé par FedNor et L'APECA

# L'École-sur-Mer ouvre ses portes pour sa première année complète!



Les élèves de la classe de 1<sup>re</sup> année posent avec leur professeur Josée Sigouin et le directeur Hervé Poirier. C'est cette année que ces enfants apprendront à lire, à écrire et à compter. Mais la première journée d'école, c'est fait pour se familiariser avec son nouvel environnement!

Par Dominique TRAHAN

L'an dernier, les élèves avaient commencé l'école dans les locaux de Holland College. Mais cette année, les locaux étaient fin prêts à accueillir les enfants pour l'année complète!

De 28 élèves l'an passé, l'École-sur-Mer est passée à 39 enfants cette année, dont 13 nouveaux en première année seulement. Le nombre d'élèves devrait augmenter sensiblement d'année en année, à mesure que les enfants de langue française de la région de Summerside atteignent l'âge d'entrer en première année.

Trois professeurs à temps plein enseigneront aux enfants cette année. Josée Sigouin s'occupe de la 1<sup>re</sup> année, Marie-Josée Lepage, un nouveau professeur, enseignera en 2<sup>e</sup> année, et Josée Renaud s'occupera des enfants en 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année. De plus, Velma Durant donnera les cours d'éducation physique, Philippe Leblanc est en charge des cours de musique et le directeur Hervé Poirier donnera les cours de mathématiques en 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> année.

Ce n'est que le début de l'année, mais plusieurs projets sont déjà

en branle. Un pique-nique avait lieu le 6 septembre dernier, durant lequel les nouveaux élèves ont pu mettre les empreintes de leurs mains dans le ciment. Une soirée portes ouvertes se tiendra aussi le jeudi 12 septembre, afin que les parents puissent aller rencontrer les professeurs. Le club d'horticulture reprendra aussi de service bientôt.

Le directeur Hervé Poirier a aussi en tête plusieurs autres activités pour les élèves au cours de l'année. Par exemple, le thème de l'année est l'environnement. Des activités culturelles et sportives organisées seront donc reliées au thème. Comme la visite d'un verger à l'automne, une randonnée en raquettes dans le bois l'hiver, etc.

Hervé Poirier est très content de n'avoir qu'une seule école à sa charge cette année. «L'an dernier, j'avais l'impression de n'avoir le temps que de régler les problèmes ici et là, tandis que cette année, je vais avoir le temps d'avoir du plaisir avec les enfants et le personnel. Je ne ferais pas qu'organiser, je vais pouvoir voir la progression et l'aboutissement des projets, en partant du point A jusqu'au point B», témoigne le directeur. ★

## Pour la première fois, le retour en classe à Prince-Ouest s'est fait en autobus!

Par Dominique TRAHAN

C'était le retour sur les bancs d'école pour les jeunes de l'Île, mercredi le 4 septembre dernier. Finies les journées sous le soleil à s'amuser avec amis et voisins. Finies les journées de liberté sans devoirs ni leçons! C'était le temps de rouvrir livres et cahiers. Et à l'École française de Prince-Ouest, le retour s'est fait en autobus pour la première fois cette année.

En effet, avec l'augmentation considérable d'élèves cette année, le besoin d'un autobus scolaire était inévitable. «On a 35 élèves cette année, comparativement à 18 l'an dernier. La commission scolaire nous a donc accordé un autobus cette année, puisque le besoin était grand» explique la nouvelle directrice Eileen Chiasson-Pendergast. Le trajet de l'autobus couvrira un grand territoire, de St-Laurent, en passant entre autres par Piusville, Alberton et Cap-Nord. Il a été décidé que la trajectoire ne prendrait pas plus d'une heure pour le premier enfant à embarqué dans l'autobus.

Le plus grand nombre d'élèves signifie que l'espace devenait réduit à l'école. Deux rallonges ont été ajoutées au bâtiment au cours de l'été. «On a maintenant deux nouvelles pièces de 20 pieds

sur 30 pieds. Une sert de salle de classe pour les 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> année, et l'autre est une pièce multifonctionnelle. Les cours d'éducation physique auront lieu là, on y tiendra aussi des réunions, et ainsi de suite» continue madame Pendergast.

L'école accueille cette année des élèves en 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> année. En tout, il y a 3 professeurs à temps plein et un professeur à temps partiel. Monique Mainville enseigne aux élèves de 1<sup>re</sup> année, Tessa Brideau aux élèves de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> et Anne-Marie Rioux, le nouveau professeur, enseignera aux 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> année. De plus, Colleen McLellan donnera les cours d'anglais, de sciences, de musique et d'éducation physique.

Pour Eileen Chiasson-Pendergast, pas d'enseignement cette année. Elle a délaissé son poste pour occuper celui de directrice de l'école et du centre communautaire. «Après environ 25 ans d'enseignement, c'est spécial de ne pas avoir à me préoccuper d'organiser ma prochaine classe» raconte-t-elle. «Mais je suis très contente de m'occuper du centre communautaire. Il y a plein de projets que je souhaite mettre sur pied pour la communauté» explique madame Pendergast.

Parmi les projets, elle aimerait bien mettre sur pied des cours pour adultes selon leur niveau, une chorale communautaire, des

cours d'art et de théâtre pour les enfants, etc. «On a la vision, il ne nous manque que la visibilité. Du côté communautaire

comme du côté scolaire, je suis très confiante que l'année va très bien se passer» termine-t-elle en souriant.



Un à un, les enfants descendent de l'autobus conduit par Rick Marlo pour aller entreprendre la nouvelle année scolaire. Dû à l'augmentation du nombre d'élèves cette année, deux nouvelles salles de classe ont été ajoutées à l'École française de Prince-Ouest. ★

# Un nouveau directeur à la barre pour la rentrée à l'école Évangéline!

Par Dominique TRAHAN

La rentrée scolaire a eu lieu le mercredi 4 septembre dernier à l'école Évangéline, comme partout ailleurs dans l'Île. Une rentrée qui s'est très bien déroulée, tant du côté des professeurs que des élèves. Mais cette année, beaucoup de changements au niveau du personnel attendaient les élèves.

En effet, jamais auparavant un tel changement de personnel avait eu lieu à l'école Évangéline. En tout, 7 nouveaux professeurs s'ajoutent, et 4 ont changé de poste à l'intérieur de l'école. Jason Arsenault qui enseignait auparavant aux 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> années enseigne maintenant l'éducation physique. Annie Jolicoeur a elle aussi délaissé la 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> année pour se consacrer à l'orthopédagogie.

Julie Desjardins s'occupe encore de l'orthopédagogie, mais de la 6<sup>e</sup> à la 9<sup>e</sup> année, alors qu'elle se consacrait au secondaire l'an passé. Et finalement, Eva Arsenault n'enseignera plus en 1<sup>re</sup> année, mais en 3<sup>e</sup> année. Paul Cyr, qui s'occupait de l'éducation physique au cours des dernières années, a été promu au poste de directeur de l'école Évangéline durant le congé sabbatique

d'Imelda Arsenault.

Quant aux nouveaux enseignants, ils s'occuperont des matières suivantes. Guy Grenier est professeur de mathématiques pour la 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> année. Guillaume Quirion enseignera les sciences en 7<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> année et les mathématiques en 8<sup>e</sup> année. Nathalie Arsenault est professeure de français en 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> année, alors que Sophie Jacques-Pomerleau enseignera les sciences en 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> année et la chimie en 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup>. Puis, Annick Beaudoin s'occupera de la 6<sup>e</sup> année alors que René Audette sera professeur de sciences humaines et de formation personnelle et sociale en 8<sup>e</sup> année et d'anglais et de mathématiques en 7<sup>e</sup> année. Finalement, Yvette Arsenault sera tutrice de la 9<sup>e</sup> à la 12<sup>e</sup> année.

Pour Paul Cyr, cette rentrée est un très beau défi. Au lieu de s'occuper de son plan de cours, il doit maintenant surveiller au bon fonctionnement de l'école, régler des détails imprévus, concilier les différentes façons de penser de tous, voir à ce qui serait le mieux pour les élèves, et plus encore. «C'est un peu stressant au début, je dois me familiariser avec beaucoup de choses, mais c'est un beau défi» confirme le nouveau directeur de l'école Évangéline.

«Je veux aider à l'intégration du nouveau personnel, autant au niveau scolaire qu'au niveau communautaire. Six sur les sept nouveaux professeurs ne sont pas de la région et on veut faire notre possible pour qu'ils aiment la région, qu'ils aiment leur lieu de travail» explique monsieur Cyr. «On espère les garder avec nous, parce qu'on cherche la stabilité à l'école, on veut un climat qui aide à l'apprentissage».

Qu'est-ce qu'on peut s'attendre de l'école Évangéline cette année? Différents projets, dont un qui a été approuvé à la fin de l'année passée et qui s'intitule Résolution de conflit : la gérance de la colère. Un autre des projets qui sera implanté à l'école cette année s'appelle Aide par ses pairs. Ce projet a déjà été implanté à l'école François-Buote avec succès. Des jeunes de 11<sup>e</sup> et 12<sup>e</sup> année reçoivent un crédit pour aider un élève plus jeune éprouvant des difficultés d'apprentissage. Les élèves reçoivent une formation d'une journée avant d'être jumelé(e) avec un(e) plus jeune. Les résultats obtenus à François-Buote étaient excellents, et Paul Cyr espère qu'il sera de même à l'école Évangéline.

Ce sera donc une année riche en nouveautés et en expériences!★



Sept nouveaux professeurs rejoignent les rangs du personnel de l'école Évangéline. C'est d'ailleurs un des plus gros changements que l'école avait vus depuis longtemps. De gauche à droite, Guy Grenier, Guillaume Quirion, Nathalie Arsenault, Annick Beaudoin, Sophie Jacques-Pomerleau, René Audette et le nouveau directeur, Paul Cyr. Absente de la photo: Yvette Arsenault.

## Sur la piste de l'histoire

### La canne du père Stanislas Boudreault : précieusement conservée par le père Albin Arsenault!

Par Dominique TRAHAN

Le père Albin Arsenault a une collection bien spéciale. Il collectionne les cannes. Cette collection a commencé lorsqu'un jour, au début des années 80, il s'est demandé ce qu'il pourrait bien mettre dans un vieux bidon de lait décoratif. Un ami lui a suggéré d'y mettre des cannes. Et de là a commencé sa collection de cannes. En tout, il en possède entre vingt et trente. Et ce ne sont pas n'importe quelles cannes! Chacune a une signification particulière. Il y en a une qui a appartenu à son arrière-grand-père Joe-Antoine Arsenault, une vient de la République Dominicaine, qu'un ami lui a rapportée d'un voyage, une lui vient du père Scanland, avec la date «1883» gravée sur le manche, et plusieurs encore. Mais il y en a une qui est plus précieuse que toutes les autres aux yeux du père Albin Arsenault. Il s'agit de la canne du père Stanislas Boudreault, curé de la paroisse de Baie-Egmont de 1882 à 1921.

Originaire des Îles-de-la-Madeleine, le père Stanislas Boudreault, qui selon le livre «Cent ans de succès» de Georges Arsenault, était aussi agriculteur, a agi en tant que juge lors de l'Exposition d'Urbanville en 1903 et a été président de l'Exposition agricole durant les premières années, alors que le curé de Mont-Carmel, le père Pierre-Paul Arsenault, occupait le poste de vice-président.

Pour Albin Arsenault, cette canne a doublement de la valeur. Non seulement elle a appartenu à un prêtre, comme lui, et un prêtre qui a joué un grand rôle lors des débuts de l'Exposition agricole, mais ce prêtre a aussi célébré le mariage de ses grands-parents maternels et paternels!

«Le père Stanislas Boudreault a célébré le mariage des parents de ma mère, Denis et Mélanie Arsenault, le 21 juillet 1914 et il a aussi célébré le mariage de mes grands-parents paternels Joseph et Lucie-Anne

Arsenault, le 4 août 1920!» raconte le père Albin Arsenault.

La canne du père Stanislas Boudreault lui a été donnée par Fédora Arsenault, qui elle l'avait reçue de Monseigneur Jean Buote. En novembre 1993, le Musée acadien tenait une exposition appelée «La Collection des collectionneurs» et le père Albin y avait exposé ses cannes. Fédora Arsenault avait eu vent de la collection de cannes et a offert la canne du père Stanislas au père Albin. «C'est une de mes plus précieuses cannes. Je ne m'en séparerai pas jusqu'à ma mort. Je la donnerai probablement au Musée acadien. C'est un objet qui a de l'histoire» conclut le père Albin.

Sur la photo on voit le père Albin Arsenault qui tient dans sa main la canne du père Stanislas Boudreault. À droite, on peut voir la collection de cannes, dans le bidon de lait décoratif qui a instigué la collection au tout départ. ★



# CIFTA Technologies participera au Mondial de l'entrepreneuriat à Ottawa

**Par Dominique TRAHAN**

Les 23 et 24 août dernier se tenait l'Événement Moncton, à Moncton. 125 chefs de PME (petites et moyennes entreprises) de l'Atlantique étaient invités pour se rencontrer, pour essayer de créer des contacts et pour forger des alliances stratégiques, dans le but d'augmenter leurs affaires. Un des buts d'Événement Moncton était aussi de créer l'Équipe Atlantique qui participera, du 26 au 29 septembre, au Mondial de l'entrepreneuriat à Ottawa, où pas moins de 750 chefs d'entreprises et acteurs économiques provenant d'une trentaine de pays seront présents. Une opportunité d'affaires incroyables pour les entreprises des Maritimes.

CIFTA Technologies a été choisie pour faire partie de l'Équipe

Atlantique. Les organisateurs ont sélectionné 50 PME sur les 125 et CIFTA en fait partie. Éric Papillon, gestionnaire de projets chez CIFTA Technologies est très heureux d'avoir été choisi pour se rendre au Mondial. «C'est une excellente occasion de se faire des contacts, de faire connaître notre entreprise au niveau national et international» raconte-t-il. «Beaucoup de compagnies qui seront présentes viennent d'Afrique, qui est un excellent marché pour nous. La technologie là-bas n'est pas encore très développée, et nous sommes dans une excellente situation pour les aider. C'est un marché très facile à pénétrer pour nous». L'organisation du Mondial a déjà indiqué à monsieur Papillon quelques compagnies qui seraient susceptibles d'être intéressées par la produits et services de CIFTA. Il a d'ailleurs

déjà contacté cinq compagnies qui seront au Mondial à la fin septembre, afin d'établir un premier contact, et au moins deux d'entre elles sont déjà très réceptives. «Je vais indiquer aux organisateurs du Mondial de l'entrepreneuriat quelles compagnies je veux rencontrer, et leur travail à eux consiste à nous mettre en contact. Lors de cette réunion, ce sera à moi de vendre mon produit» explique Éric Papillon.

Même s'il a en tête plusieurs compagnies avec qui faire affaire, le but principal de l'opération, pour CIFTA, est d'agrandir son réseau de contact, de se faire connaître. «Si on réussit à signer un client, ce sera un bonus. Notre but est de se faire connaître des compagnies internationales, mais aussi des compagnies nationales et des Maritimes. On va voir nos possibilités» conclut-il. ★



## BARACHOIS EST DE RETOUR!

Le groupe de musiciens de réputation internationale, Barachois, ramène la musique, la danse et l'humour de son patrimoine acadien sur notre scène principale durant notre festival d'automne.

**Du lundi au jeudi, à 20 h, scène principale, Centre des arts de la Confédération, jusqu'au 3 octobre. Billets : 20-28 \$**

Commandité par



**Atlantic  
Roofers**  
L I M I T E D

**FESTIVAL**  
DE CHARLOTTETOWN  
Célébration de la créativité canadienne!

COMMANDITÉ PAR **APM** APM group

[www.confederationcentre.com](http://www.confederationcentre.com)

**Billetterie**  **1-800-565-0278**

Médias commanditaires :

**The Guardian**



**630 CFCY**

**20/21/22**

**MagiC93**



Pêches et Océans  
Canada

Fisheries and Oceans  
Canada

## AVIS

Le directeur général régional pour la région du Golfe, ministère des Pêches et des Océans par la présente avise les pêcheurs que la zone décrite ci-dessous sera fermée pour la pêche des mollusques bivalves :

- 1) La portion de la rivière Brudenell en deçà d'une ligne tracée aux coordonnées de quadrillage 529050 5116000 aux coordonnées de quadrillage 529100 5115800. Voir la carte Montague 11L/2.

**Remarque :** Quand la ligne de démarcation d'un secteur est indiquée par des coordonnées de quadrillage, ces dernières sont établies d'après le système Mercator transverse universel utilisé dans le Système national de référence cartographique, échelle 1 :50 000, publié par le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources (**Système de référence géodésique nord-américain 1927**).

L'Ordonnance d'interdiction de la pêche du poisson contaminé no. GSN-2002-25 est abrogée.

Voir l'Ordonnance d'interdiction de la pêche du poisson contaminé no. GSN-2002-31 faite le 5 septembre 2002 ou pour de plus amples renseignements communiquez avec votre agent des pêches local.

H.H. (Hank) Scarth  
Directeur général régional intérimaire  
Région du Golfe

Canada

## À vendre par soumission

### Une maison à un étage et demi et un bâtiment



Nous recevons les soumissions cachetées au bureau du ministre des Transports et des Travaux publics **jusqu'à 14 h, heure locale, le 24 septembre 2002**, pour l'achat et l'enlèvement du site d'une maison à un étage et demi et un bâtiment situés à O'Leary, comté de Prince, Île-du-Prince-Édouard (la maison et le bâtiment se vendent séparément).

On peut se procurer les documents de la soumission au ministère des Transports et des Travaux publics, 3e étage, immeuble Jones, 11, rue Kent, Charlottetown, Î.-P.-É. C1A 7N8. On pourra également se les procurer sur les lieux durant la visite.

Ni la plus haute, ni aucune des soumissions ne sera nécessairement acceptée.

Toutes les soumissions doivent comprendre un acompte de 15 pour cent sous forme de chèque certifié ou de mandat-poste fait à l'ordre du Trésorier provincial de l'Î.-P.-É.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec Carol Craswell au 368-6119.

Visite : Le samedi 14 septembre 2002, de 11h 30 à 14 h.  
Le jeudi 19 septembre 2002, de 13 h à 15 h.



Le ministre,  
Gail A. Shea  
Transports et  
Travaux publics

[www.gov.pe.ca](http://www.gov.pe.ca)

## Appel d'offres

### Récolte de peuplier et de résineux — Offre d'achat permanente 2002-2003 Districts forestiers de l'est, du centre et de l'ouest

Le ministère de l'Agriculture et des Forêts, section des forêts provinciales, vous invite à déposer les soumissions relatives à l'offre d'achat permanente de la récolte de peuplier et de résineux pour l'année 2002-2003, dont le bois coupé et ébranché au moyen de scies à chaîne provient des districts forestiers de l'est, du centre et de l'ouest. Le ministère invite également les déclarations d'intérêt pour les billes de bois dur. Les soumissions relatives à l'offre d'achat permanente de la récolte de peuplier et de résineux pour l'année 2002-2003 seront acceptées sur la base du pourcentage du prix par corde « en bordure du chemin » ou par mille pieds-planche, selon le type du produit.

On trouvera des renseignements détaillés et des formulaires de soumission dans les bureaux des districts forestiers appropriés, ou les bureaux d'Accès Î.-P.-É., ou encore sur le site Web des Forêts provinciales ([www.gov.pe.ca/af/agweb/index.php3](http://www.gov.pe.ca/af/agweb/index.php3)). On recevra les soumissions jusqu'à 13 h, le 20 septembre 2002. On prendra soin d'inscrire clairement sur l'enveloppe « Récolte de peuplier et de résineux - Offre d'achat permanente 2002-2003 » et de l'envoyer au bureau du district forestier pour lequel on dépose la soumission, tel qu'indiqué ci-dessous :

Bureau régional de l'ouest	Bureau régional du centre	Bureau régional de l'est
C.P. 144, R.R. n°1 Wellington, Î.-P.-É. COB 2E0 Tél : 854-7260	Beech Grove Road C.P. 2000, Charlottetown, Î.-P.-É. C1A 7N8 Tél : 368-4800	C.P. 29 St. Peters Bay Southampton, Î.-P.-É. COA 2A0 Tél : 961-7296

**Ni la plus basse, ni aucune des soumissions ne sera nécessairement retenue.**



Le ministre,  
Mitch Murphy  
Agriculture  
et Forêts

## Prix offerts par le premier ministre pour la prévention du crime



**A**u cours des dernières années, de nombreux Insulaires et organismes ont mérité des Prix pour la prévention du crime dans la province. La remise de ces prix a lieu chaque année au mois de novembre, pendant la Semaine pour la prévention du crime. Les récipiendaires sont ainsi reconnus pour leur contribution et leur engagement à la sécurité communautaire par l'entremise de la prévention du crime.

Le temps est venu, une fois de plus, d'honorer le dévouement et l'engagement de ces Insulaires. J'encourage donc les citoyens à soumettre les noms d'individus ou d'organismes qui se sont démarqués par leur contribution à la sécurité de nos environnements de vie et de travail.

On peut se procurer les formulaires de mise en nomination en communiquant avec :

Service de ressources juridiques, Immeuble Sullivan,  
1<sup>er</sup> étage 16, rue Fitzroy, C.P. 2000,  
Charlottetown, Î.-P.-É. C1A 7N8.  
Téléphone: (902)569-7590 Téléc: (902)368-4096

La date limite pour les mises en nomination est le 16 septembre 2002.

[www.gov.pe.ca](http://www.gov.pe.ca)



Pat Binns, Premier ministre  
Île-du-Prince-Édouard

## Séances d'information pour réussir dans l'exportation

Équipe Commerce Î.-P.-É. est heureuse d'annoncer une nouvelle série de séances d'information en vue d'aider les entreprises de l'Île-du-Prince-Édouard à explorer des possibilités d'exportation.

La première séance de cette nouvelle série portera sur :

### COMMENT SE PRÉPARER AUX MARCHÉS MONDIAUX

par Barrie Reid du Nova Scotia Community College. Voici les sujets qui seront abordés pendant la séance : vue d'ensemble de l'exportation, les ressources sur le commerce international, le calcul des prix et comment se faire payer.

Équipe Commerce Î.-P.-É. est un partenariat créé entre l'Agence de promotion économique du Canada atlantique, Prince Edward Island Business Development Inc., le ministère de l'Agriculture et des Forêts, le Centre de services aux entreprises Canada - Î.-P.-É., Agriculture et Agroalimentaire Canada et Industrie Canada. Des représentants de chacun de ces organismes seront sur place pour répondre à vos questions.

**Le 25 septembre 2002**  
Hôtel Delta Prince Edward  
Charlottetown

**Le 26 septembre 2002**  
Silver Fox Curling and Yacht Club  
Summerside

Inscription : de 8 h à 8 h 30  
Séance : de 8 h 30 à midi

Il est possible de faire une réservation pour une rencontre individuelle après la séance.

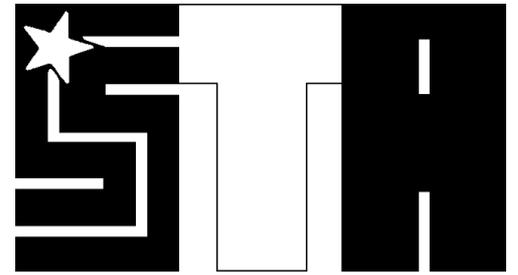
Pour de plus amples renseignements sur ces séances GRATUITES, communiquer avec :



Joanne Taylor  
(902) 566-7485  
1-800-871-2596

Prière de s'inscrire avant  
le 23 septembre 2002.



83<sup>e</sup>A  
S  
S  
E  
M  
B  
L  
É  
EG  
É  
N  
É  
R  
A  
L  
EA  
N  
N  
U  
E  
L  
L  
E*J'me sens bien en français***RAPPEL IMPORTANT !**La 83<sup>e</sup> assemblée générale annuelle de la SSTA  
arrive à grands pas !**PROGRAMME****Le samedi 28 septembre 2002****au Centre Belle-Alliance**  
**5, Ave Maris Stella, Summerside**

- |               |  |
|---------------|--|
| 9h00 à 9h30   | - Inscription  |
| 9h30 à 11h30  | - Réunion d'affaires   |
| 11h45 à 13h00 | - Dîner conférence   |
|               | * Conférencier : Georges A. Arès,<br>président de la FCFA                  |
| 13h00 à 14h55 | - Ateliers I et II   |
| 14h55 à 15h30 | - Plénière   |
| 15h30 à 16h30 | - Affaires nouvelles<br>- Élections des représentants<br>et représentantes |
| 16h30         | - Banquet de clôture et spectacle  |



Je vous invite vous  
nous afin de discuter de  
devrait tre un service de  
de qualit . Venez galem  
d terminer  
les grandes orientations  
de la communauté acadienn  
et francophone de l'île

Maria Bernard,  
présidente SSTA

*Un service de garde sera offert sur place.*

Vous avez jusqu'au **23 septembre** pour confirmer votre présence en téléphonant Réjeanne  
au **(902) 436-4881** ou par courriel à [rejeanne@ssta.org](mailto:rejeanne@ssta.org)

\* Les trousse de la réunion annuelle seront disponibles dès le 20 septembre auprès des comités régionaux de la SSTA:

Prince-Ouest :	882-0475	Évangéline :	854-2166
Summerside-Miscouche :	888-1681	Charlottetown-Souris :	368-1895
Rustico :	963-3252		

**LES ATELIERS POUR LES MEMBRES DE LA SSTA****La mission de la Société Saint-Thomas-d'Aquin se définit comme suit :**

*« Travailler pour que tout Acadien, toute Acadienne et francophone puissent vivre  
et s'épanouir individuellement et collectivement en français à l'Île-du-Prince-Édouard. »*

Les personnes présentes à l'assemblée générale annuelle auront l'occasion de participer à deux des ateliers suivants :

- |                                      |                               |
|--------------------------------------|-------------------------------|
| - La santé des jeunes                | - La santé des aîné.e.s       |
| - La santé et la petite enfance      | - La santé des femmes         |
| - La technologie et la santé         | - La santé et l'environnement |
| - L'importance d'une saine nutrition | - La gestion du stress        |

Les ateliers auront une durée de 40 minutes et débiteront par une présentation sur le sujet choisi et une discussion suivra à partir des questions suivantes :

- À partir du sujet présenté, quels sont les acquis de la communauté acadienne et francophone contribuant à une vie saine?
- Quelles sont les lacunes?

Tribunal canadien des relations  
professionnelles artistes-producteurs



CANADA

Canadian Artists and Producers  
Professional Relations Tribunal

AVIS PUBLIC 2002-2

## Demande visant à modifier l'ordonnance d'accréditation de la Société professionnelle des auteurs et des compositeurs du Québec

Dossier du Tribunal n° 1350-02-008

La Société professionnelle des auteurs et des compositeurs du Québec (SPACQ) a été accréditée par le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs le 17 mai 1996 pour représenter un secteur qui comprend les auteurs, compositeurs et auteurs-compositeurs :

- d'une chanson en langue française commandée par un producteur visé à la *Loi sur le statut de l'artiste*;
- d'une musique sans paroles commandée à un artiste domicilié ou résidant au Québec par un radiodiffuseur français visé à la *Loi sur le statut de l'artiste* partout au Canada;
- d'une musique sans paroles commandée à un artiste domicilié ou résidant au Québec par un producteur au Québec visé à la *Loi sur le statut de l'artiste*.

La SPACQ demande au Tribunal de modifier son ordonnance d'accréditation par suite du dépôt de la demande d'accréditation de la Guild of Canadian Film Composers (dossier du Tribunal n° 1310-02-002) qui fait l'objet de l'avis public 2002-1. Le secteur demandé par la SPACQ est le suivant :

Les entrepreneurs indépendants engagés dans une production au Québec, par un producteur assujéti à la *Loi sur le statut de l'artiste* à l'exception d'un radiodiffuseur national privé de langue anglaise, pour exercer les fonctions d'auteur, de compositeur, d'auteur-compositeur ou de monteur de musique ou de chansons.

Les artistes, les associations d'artistes et les producteurs qui désirent présenter des observations écrites au Tribunal à l'égard de cette demande doivent le faire au plus tard le **18 octobre 2002**.

Les observations écrites peuvent être transmises au Tribunal par courrier à l'adresse suivante : Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs, 240, rue Sparks, 8<sup>e</sup> étage ouest, Ottawa (Ontario) K1A 1A1; ou par télécopieur au (613) 947-4125.

Canada

Le directeur exécutif  
JOSÉE DUBOIS

Tribunal canadien des relations  
professionnelles artistes-producteurs



CANADA

Canadian Artists and Producers  
Professional Relations Tribunal

AVIS PUBLIC 2002-1

Demande d'accréditation :

## Guild of Canadian Film Composers / La Guilde des compositeurs canadiens de musique de film

Dossier du Tribunal n° 1310-02-002

Conformément au paragraphe 25(3) de la *Loi sur le statut de l'artiste*, avis est par les présentes donné que le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs a reçu une demande d'accréditation de la Guilde des compositeurs canadiens de musique de film (la Guilde). La Guilde demande à être accréditée pour représenter un secteur qui comprend tous les entrepreneurs indépendants professionnels engagés par un producteur assujéti à la *Loi sur le statut de l'artiste* qui créent, écrivent, composent, font l'orchestration, l'arrangement ou le montage d'une musique, de paroles (dans une langue autre que le français) ou de musique et paroles lorsque la musique et/ou les paroles sont destinées au film, à la vidéo, à une production sur support numérique ou sur tout autre support audiovisuel ou processus analogue, ou sur tout autre processus qui existe aujourd'hui ou existera dans le futur qui modifie ou remplace la technologie ou les processus susmentionnés, à l'exception :

Des artistes visés par l'accréditation accordée à la Société professionnelle des auteurs et des compositeurs du Québec (SPACQ) par le Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs le 17 mai 1996, y compris toute modification que le Tribunal pourrait y apporter.

Et sous réserve de :

- L'entente conclue entre la Guild of Canadian Film Composers et la Society of Composers, Authors and Music Publishers of Canada (SOCAN) le 6 mai 2002;
- L'entente conclue entre la Guild of Canadian Film Composers et la Société du droit de reproduction des auteurs, compositeurs et éditeurs au Canada (SODRAC) inc. le 13 mai 2002.

Toute association d'artistes qui désire présenter une demande d'accréditation concurrentielle pour le même secteur, en tout ou en partie, doit présenter sa demande d'accréditation au plus tard le **18 octobre 2002**. Tout individu ou organisme qui désire présenter des observations au Tribunal à l'égard de la demande doit l'informer de son intérêt, par écrit, au plus tard le **18 octobre 2002**.

Les demandes d'accréditation concurrentielles et les déclarations d'intérêt doivent être acheminées, par courrier ou par télécopieur, au Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs, 8<sup>e</sup> étage ouest, 240, rue Sparks, Ottawa (Ontario) K1A 1A1; numéro de télécopieur : (613) 947-4125.

Canada

Le directeur exécutif  
JOSÉE DUBOIS

## Le fédéral accorde des fonds aux Jeux des aînés du Canada

Le Comité organisateur des Jeux des aînés du Canada à Summerside a reçu de l'aide gouvernementale pour financer ses activités de marketing et d'administration. Ces jeux, qui s'inscrivent dans un programme national de promotion du bien-être, se tiendront dans la ville de Summerside du 18 au 21 septembre prochains. Cette activité a lieu tous les deux ans et fait valoir le bien-être spirituel, mental et physique des Canadiens et des Canadiennes de 55 ans et plus, sans compter qu'elle réunit des groupes de compétiteurs représentant les provinces et les territoires.

«Le gouvernement du Canada est ravi d'être un des participants principaux à une telle activité», dit Joe McGuire, député fédéral d'Egmont. «Le fait de participer à des activités physiques et mentales permet aux personnes âgées de vivre plus longtemps en santé, ce qui leur permet de contribuer plus grandement à leur collectivité et à leur pays. Ces personnes sont une richesse d'information et d'expérience.»

«La province de l'Île-du-Prince-Édouard est heureuse de participer au financement d'une activité aussi progressiste que les Jeux des aînés du Canada», a ajouté Greg Deighan, ministre et député de la ville hôte. «Les données démographiques dans l'ensemble du pays révèlent que le groupe d'âge des aînés s'accroît rapidement. Les 700 personnes inscrites aux jeux représentent en effet plus de 100 000 aînés canadiens qui participent activement aux activités locales susceptibles de les mener aux jeux nationaux. Ces jeux sont l'occasion rêvée d'instaurer un climat représentatif des tendances actuelles relevées dans les domaines du sport, de la condition physique et des activités culturelles et artistiques.»

«Je tiens, au nom du Comité organisateur, à remercier sincèrement DRHC, l'APECA et le gouvernement provincial de l'aide financière qu'ils nous ont consentie», a poursuivi le président

du comité, M. Ernie Doucette. «Le soutien qu'ils nous ont accordé, sans l'ombre d'un doute, joué un rôle important dans l'organisation de jeux de premier ordre. Il nous a en outre permis de faire de la publicité à l'extérieur de l'Île et d'être prêts beaucoup plus tôt que prévu.»

Bien qu'ils ne soient pas considérés comme des événements sportifs, les Jeux des aînés englobent une vaste gamme d'épreuves physiques et intellectuelles, allant du softball à lancer lent au bridge contrat, des fléchettes au bowling et du snooker aux épreuves d'athlétisme. Cette année, environ 700 compétiteurs auront l'occasion de se mesurer les uns aux autres, de voyager, de visiter d'autres régions du Canada et de faire de nouvelles connaissances.

L'enjeu pour le Comité organisateur était de réunir tous ces gens dans le cadre d'activités structurées. Pour ce faire, il a embauché un coordonnateur et un adjoint administratif qui, sous leur œil vigilant, ont mis sur pied le bureau des jeux, fourni du soutien administratif au comité organisateur et au comité exécutif, élaboré des campagnes de financement et de commandite et organisé le travail des bénévoles.

Le Comité organisateur des Jeux des aînés a investi 4 115 \$ dans le projet, et l'APECA a consacré 18 000 \$ des fonds réservés au Programme de développement des entreprises pour faire la promotion de l'activité à l'extérieur de l'Île. Par ailleurs, une somme de 20 831 \$ a été accordée au projet dans le contexte de l'Entente Canada-Île-du-Prince-Édouard sur le développement du marché du travail, une entente cogérée par Développement des ressources humaines Canada et le ministère provincial du Développement et de la Technologie. Enfin, la province de l'Île-du-Prince-Édouard a injecté dans le projet 20 000 \$ tirés du Fonds de développement de l'industrie touristique. ★

### Saviez-vous que...

ce n'était pas le France qui invita les déportés acadiens en Louisiane mais bel et bien l'Espagne ! Il n'y a jamais eu de déportation en Louisiane mais en 1785, parce que le roi d'Espagne (Charles III) voulait des recrues catholiques, il invita les Acadiens en exil à venir s'établir en Louisiane. Voilà pourquoi on trouve un château espagnol sur le drapeau des Cajuns : c'est pour remercier l'Espagne de nous avoir accueillis en Louisiane ! La Louisiane qui était espagnole à partir de 1762, fut redonnée à la France en 1800. Trois ans plus tard, Napoléon la vendit aux Américains pour quinze millions de dollars. C'est la faute à Napoléon ! ★

# Jean Chrétien annonce des initiatives visant à protéger le patrimoine naturel du Canada

Dans son discours récent à Johannesburg, au Sommet de la terre, le Premier ministre Jean Chrétien a affirmé l'engagement du gouvernement à compléter substantiellement le réseau des parcs nationaux et à établir de nouvelles aires marines nationales de conservation. Le gouvernement a également renforcé l'importance de la restauration de la santé écologique des parcs nationaux existants du Canada.

Le Canada est l'intendant de 20 pour cent des aires de grande nature du monde. Les parcs nationaux sont un important symbole de ce que cela signifie être Canadien. Aujourd'hui, le gouvernement du Canada s'engage dans un plan à long terme pour s'acquitter de sa responsabilité comme leader mondial de la protection du patrimoine naturel.

Au cours des prochaines années, le Canada créera 10 nouveaux parcs nationaux qui augmenteront la taille du réseau des parcs nationaux du Canada de presque 50 pour cent. Compléter le réseau des parcs nationaux du Canada aide les efforts du gouvernement visant à protéger les espèces et les écosystèmes, en travaillant en partie-

nariat avec les peuples autochtones, les collectivités, les provinces, les territoires et d'autres.

Avec les plus longues côtes au monde et 7 pour cent de l'eau douce du monde, le Canada possède une riche diversité d'écosystèmes marins. Il est prévu que cinq nouvelles aires marines nationales de conservation seront établies dans le contexte de ce plan.

Le gouvernement accélérera également ses mesures pour restaurer la santé écologique des parcs nationaux actuels du Canada. La mise en œuvre des recommandations du Comité sur l'intégrité écologique des parcs nationaux du Canada, qui a

présenté son rapport à la ministre du Patrimoine canadien au printemps 2000, demeure une priorité élevée du gouvernement du Canada.

D'ailleurs, la ministre du Patrimoine canadien, Sheila Copps, a félicité le Premier ministre pour son discours à Johannesburg. «Des Canadiennes

et Canadiens visionnaires nous ont donné notre premier parc national, celui de Banff, il y a un siècle. Aujourd'hui, ensemble en tant que Canadiennes et Canadiens, sous le leadership du Premier ministre, nous avons la possibilité de commencer à créer les parcs de l'avenir» de déclarer la ministre Copps. «En assurant la

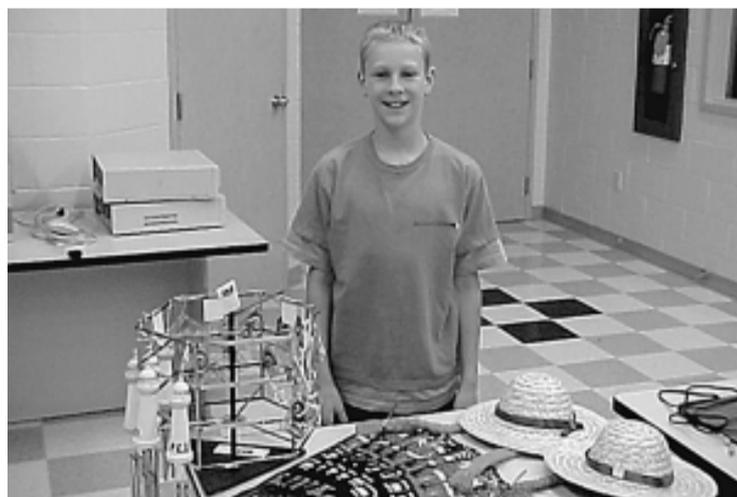
santé de nos parcs et en établissant de nouveaux parcs, nous nous apprêtons à réaliser un «rêve national». En établissant un plan à long terme visant de nouvelles aires marines de conservation, nous protégeons l'une de nos ressources les plus valorisées pour les générations à venir.» ★

**Maison à louer**  
à Baie-Egmont

Pour plus d'information appelez le  
**514-354-0114**  
**854-2230**

## - Nos jeunes au travail -

**À vendre! Bâtonnets luminescents, chapeaux d'Anne, bonbons, etc.**



Samuel Arsenault ne reçoit pas d'allocation de ses parents. Cherchant un moyen de se faire de l'argent de poche, il s'est inscrit au programme d'Entrepreneurship Jeunesse avec l'idée de vendre des bâtonnets luminescents, des bracelets, des bonbons, des barres de chocolat, des phares avec l'inscription Î.-P.-É., des sacs à surprise, des chapeaux d'Anne, et plusieurs autres. Le meilleur endroit pour vendre ses produits? Pourquoi pas le marché des fermiers? Jusqu'à aujourd'hui, Samuel n'a eu la chance de faire marcher son petit commerce que lors du Festival des Pères à Charlottetown. «Ça a marché mieux que je pensais la première fois: je pensais faire environ 20 dollars, mais j'en ai fait presque 40» explique-t-il. Certains de ses acheteurs étaient des touristes, mais pour la plupart, c'est des gens de l'Île. Doubler ses profits pour une première journée et vendre surtout aux gens d'ici : les affaires commencent bien pour Samuel! ★



## La Régie des alcools de l'Île-du-Prince-Édouard HEURES D'OUVERTURE DES MAGASINS (AUTOMNE ET HIVER)

À compter du lundi 16 septembre 2002

### Alberton

lundi au vendredi 9 h à 21 h  
samedi 9 h à 18 h

### Borden

lundi au jeudi 9 h à 20 h  
vendredi 9 h à 22 h  
samedi 9 h à 20 h

À compter du 30 septembre :

lundi au jeudi 10 h à 18 h  
vendredi 10 h à 22 h  
samedi 10 h à 18 h

### Cardigan

lundi au vendredi 9 h à 22 h  
samedi 9 h à 18 h

À compter du 15 octobre :

lundi au jeudi 10 h à 18 h  
vendredi 10 h à 22 h  
samedi 10 h à 18 h

### Charlottetown Mall

lundi 9 h à 18 h  
mardi - samedi 9 h à 22 h

### Cornwall

lundi - samedi 9 h à 22 h

### Kensington

lundi au jeudi 9 h à 20 h  
vendredi 9 h à 22 h  
samedi 9 h à 20 h

À compter du 30 septembre :

lundi au jeudi 10 h à 18 h  
vendredi 10 h à 22 h  
samedi 10 h à 20 h

### Montague

lundi 10 h à 18 h  
mardi au samedi 10 h à 22 h

### Rustico-Nord

lundi au jeudi 9 h à 20 h  
vendredi 9 h à 22 h  
samedi 9 h à 20 h

À compter du 30 septembre :

lundi au jeudi 10 h à 18 h  
vendredi 10 h à 22 h  
samedi 10 h à 18 h

### Oak Tree

lundi au samedi 9 h à 22 h

### O'Leary

lundi au vendredi 9 h à 22 h  
samedi 9 h à 18 h

À compter du 30 septembre :

lundi au jeudi 9 h à 18 h  
vendredi 9 h à 21 h  
samedi 9 h à 18 h

### Rue Queen

lundi au jeudi 9 h à 20 h  
vendredi 9 h à 22 h  
samedi 9 h à 20 h

À compter du 30 septembre

lundi au jeudi 10 h à 18 h  
vendredi 10 h à 22 h  
samedi 10 h à 18 h

### Sherbrooke

lundi au vendredi 9 h à 22 h  
samedi 9 h à 18 h

### Souris

lundi au jeudi 10 h à 18 h  
vendredi 10 h à 22 h  
samedi 10 h à 18 h

### Stratford

lundi au samedi 9 h à 22 h  
Summerside Waterfront  
lundi au samedi 9 h à 22 h

### Tignish

lundi au vendredi 9 h à 21 h  
samedi 9 h à 18 h

### Tyne Valley

lundi au jeudi 10 h à 18 h  
vendredi 10 h à 22 h  
samedi 10 h à 18 h

### Wellington

lundi au jeudi 10 h à 18 h  
vendredi 10 h à 22 h  
samedi 10 h à 18 h

### Wood Islands

lundi au samedi 9 h à 20 h

À compter du 28 octobre :

lundi au jeudi 10 h à 18 h  
vendredi 10 h à 22 h  
samedi 10 h à 18 h

# Mon travail en vaut-il la peine en 2002 ?

Le Congrès du travail du Canada a publié son rapport annuel sur le travail et ses effets sur le niveau et la qualité de la vie de nos familles et de nos communautés. Le rapport, publié en ligne au [www.montravail.ca](http://www.montravail.ca), fait valoir que les conditions actuelles obligent de conclure que les syndicats font une différence.

«Ce rapport confirme ce que savent déjà les travailleurs et les travailleuses, ce qu'ont peur de demander les élus et ce que ne disent pas les médias voués aux entreprises», affirme Ken Georgetti, président du Congrès du travail du Canada. «Ceux qui travaillent pour gagner leur vie et nourrir leur famille perdent du terrain.

Leur niveau de vie stagne. Ils travaillent plus fort, mais leur qualité de vie diminue. La réponse à la question «Mon travail en vaut-il la peine en 2002?» demeure «pas autant qu'avant».

Dans l'ensemble, les Canadiens et les Canadiennes qui travaillent pour gagner leur vie n'ont pas une meilleure qualité de vie que l'an dernier à pareille date. Bien que les salaires réels, c'est-à-dire les revenus par rapport au coût de la vie, aient augmenté pour la

première fois depuis 1998, la croissance est en grande partie attribuable au faible taux d'inflation et a sans doute déjà été annulée par les récentes augmentations du prix du carburant et des taxes sur les cigarettes.

Nous craignons de perdre notre emploi davantage cette année qu'en 2001 et nous avons moins espoir de trouver un emploi au même niveau de salaire. Un plus grand nombre d'entre nous travaille de plus longues heures

et occupent un emploi plus précaire. Il y a aussi une augmentation étonnante du nombre d'entre nous - 34 pour cent par rapport à l'an dernier - qui affirment que ce qu'ils gagnent ne leur permet pas de satisfaire à leurs besoins essentiels.

Ainsi, le Rapport de suivi du CTC ne va pas dans le sens du récent triomphalisme manifesté dans certains milieux au sujet de la situation du marché du travail au Canada. Jusqu'ici, notre marché du travail s'est tiré relativement bien du ralentissement économique mondial, mais non sans faire des victimes. Depuis janvier 2002, le niveau de création d'emplois a été élevé. Malgré tout, le taux de chômage demeure supérieur à celui de l'an dernier, et les périodes de chômage entre les emplois sont plus longues.

Ajoutons à cela le taux de chômage beaucoup trop élevé chez les jeunes et les écarts salariaux fondés sur le sexe, l'âge et la couleur de la peau qui sont loin d'être comblés... et il n'est pas surprenant que les Canadiens et les Canadiennes froncent les sourcils quand on leur demande si leur travail en vaut la peine.

«C'est pour cette raison que notre message pour les travailleurs de cette année est : C'est le temps d'élever la voix! C'est le temps de nous faire entendre!» poursuit Ken Georgetti. «C'est le temps pour les travailleurs et les travailleuses de faire de la politique. Le temps de réassumer un rôle actif au travail, dans nos communautés et partout au pays. D'exiger que nos priorités et nos valeurs occupent une place importante dans les décisions d'intérêt public. De voir, à titre de consommateurs, de cotisants aux régimes de pensions et de participants au REER, à ce que les entreprises mènent leurs affaires de façon éthique, durable et juste. C'est le temps de faire preuve d'initiative pour apporter des changements positifs. C'est la différence que peuvent faire les syndicats, en milieu de travail et ailleurs.»

Le Congrès du travail du Canada, voix nationale du mouvement syndical, représente 2,5 millions de travailleuses et travailleurs canadiens. Le CTC réunit la majorité des syndicats nationaux et internationaux du Canada, les fédérations provinciales et territoriales du travail et 137 conseils du travail régionaux. Site web : [www.clc-ctc.ca](http://www.clc-ctc.ca) ★

## Soumissions

Au nom du ministère des Transport et des Travaux publics, nous recevrons les soumissions cachetées jusqu'à 14 h, heure locale, au bureau de la section de la planification, du développement et de la construction immobilière du ministère des Transports et des Travaux publics, le **jeudi 26 septembre 2002**. On doit clairement indiquer le projet pour lequel on fait la soumission. Ni la plus basse, ni aucune des soumissions ne sera nécessairement retenue.

### Ajout d'une aile pour les soins de longue durée Hôpital communautaire O'Leary, comté de Prince, Î.-P.-É.

Le projet comprend les travaux préliminaires de la mise en chantier, la démolition intérieure sélective, l'ajout d'une nouvelle aile, les rénovations intérieures, la maçonnerie, la charpenterie, les revêtements intérieurs, les travaux mécaniques et électriques. On peut obtenir de plus amples renseignements en communiquant avec Frank Chaisson, ing. au (902) 368-6747 ou par télécopieur au (902) 368-5395.

On doit indiquer clairement sur les soumissions la mention suivante :

#### Soumission :

#### Ajout d'une aile pour les soins de longue durée - Hôpital communautaire O'Leary, comté de Prince, Î.-P.-É.

On peut se procurer les documents de la soumission au ministère des Transports et des Travaux publics, 3<sup>e</sup> étage de l'immeuble Jones, 11, rue Kent, Charlottetown, Î.-P.-É., moyennant un acompte de cent dollars (100 \$) (remboursable si l'on remet la soumission dans les 14 jours de sa date de réception). On peut également les consulter aux bureaux de l'Association de la construction des villes de Charlottetown, Summerside, Moncton, Saint Jean, Frédéricton et Halifax. On ouvrira les soumissions à l'heure et à l'endroit indiqués précédemment et on invite les soumissionnaires à se présenter à l'ouverture. Ni la plus basse, ni aucune des soumissions ne sera nécessairement retenue.

Nous informons les fournisseurs que les documents de soumission pour des biens et services sont maintenant affichés et distribués en direct, **sans frais**, par l'intermédiaire de la page d'accueil du site Web du gouvernement provincial, à l'adresse [www.gov.pe.ca](http://www.gov.pe.ca). Toutefois, la méthode utilisée pour distribuer les documents de soumission de projets de construction ne sera pas modifiée. En effet, on peut toujours se procurer les documents servant à ces projets de la manière indiquée au paragraphe précédent.

Les fournisseurs pourront donc maintenant souscrire aux appels d'offre de deux manières différentes. De fait, ils peuvent se procurer les documents de soumission directement sur le site Web du gouvernement, à l'adresse [www.gov.pe.ca](http://www.gov.pe.ca) ou ils peuvent continuer à utiliser le service national MERX. Les fournisseurs qui utilisent MERX seront orientés vers [www.gov.pe.ca](http://www.gov.pe.ca) où ils peuvent obtenir, **sans frais**, les documents officiels d'appels d'offre.

Pour obtenir plus de renseignements sur le service de soumission électronique, veuillez communiquer avec les services d'approvisionnement du Trésor provincial au 368-4040.

[www.gov.pe.ca](http://www.gov.pe.ca)



La ministre,  
Gail A. Shea  
Transports et  
Travaux publics

## Soumissions

Au nom des ministères de la Santé et des Services sociaux et des Transports et des Travaux publics, nous recevrons les soumissions cachetées jusqu'à 14 h, heure locale, le **mardi 24 septembre 2002**. On doit clairement indiquer le projet pour lequel on fait la soumission. Ni la plus basse, ni aucune des soumissions ne sera nécessairement retenue.

### Centre de santé familiale de Beechwood O'Leary, comté de Prince, Î.-P.-É.

Le projet comprend les travaux préliminaires du chantier, la toiture, la démolition intérieure sélective, les rénovations intérieures, la charpenterie, les revêtements intérieurs, les travaux mécaniques et électriques. On peut obtenir de plus amples renseignements en communiquant avec Kevin Kennedy, T.A.I., au (902) 368-4999 ou par télécopieur au (902) 368-5395.

On doit indiquer clairement sur les soumissions la mention suivante :

#### Soumission :

#### Centre de santé familiale de Beechwood O'Leary, comté de Prince, Î.-P.-É.

On peut se procurer les documents de la soumission au ministère des Transports et des Travaux publics, 3<sup>e</sup> étage de l'immeuble Jones, 11, rue Kent, Charlottetown, Î.-P.-É., moyennant un acompte de cent dollars (100 \$) (remboursable si l'on remet la soumission dans les 14 jours de sa date de réception). On peut également les consulter aux bureaux de l'Association de la construction des villes de Charlottetown, Summerside, Moncton, Saint Jean, Frédéricton et Halifax. On ouvrira les soumissions à l'heure et à l'endroit indiqués précédemment et on invite les soumissionnaires à se présenter à l'ouverture. Ni la plus basse, ni aucune des soumissions ne sera nécessairement retenue.

Nous informons les fournisseurs que les documents de soumission pour des biens et services sont maintenant affichés et distribués en direct, **sans frais**, par l'intermédiaire de la page d'accueil du site Web du gouvernement provincial, à l'adresse [www.gov.pe.ca](http://www.gov.pe.ca). Toutefois, la méthode utilisée pour distribuer les documents de soumission de projets de construction ne sera pas modifiée. En effet, on peut toujours se procurer les documents servant à ces projets de la manière indiquée au paragraphe précédent.

Les fournisseurs pourront donc maintenant souscrire aux appels d'offre de deux manières différentes. De fait, ils peuvent se procurer les documents de soumission directement sur le site Web du gouvernement, à l'adresse [www.gov.pe.ca](http://www.gov.pe.ca) ou ils peuvent continuer à utiliser le service national MERX. Les fournisseurs qui utilisent MERX seront orientés vers [www.gov.pe.ca](http://www.gov.pe.ca) où ils peuvent obtenir, **sans frais**, les documents officiels d'appels d'offre.

Pour obtenir plus de renseignements sur le service de soumission électronique, veuillez communiquer avec les services d'approvisionnement du Trésor provincial au 368-4040.

[www.gov.pe.ca](http://www.gov.pe.ca)



La ministre,  
Gail A. Shea  
Transports et  
Travaux publics